



N°198 · NOVEMBRE 2005

1,50 EURO

M 02348 - 198 - F: 1,50 €



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

NOUS REVIENDRONS...



....ET NOUS SERONS DES MILLIONS!

SNCM | PAGES 2+3

UNE GRÈVE COURAGEUSE



ALLEMAGNE | PAGE 5

DÉSASTRE ÉLECTORAL



SPECIAL COMMUNE | PAGES 6+7

LA QUESTION DU PARTI (1)



ET AUSSI...

LIBÉREZ ANGELO ! CONGRÈS CGT L'AMIANTE TUE CUBA ?



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées en un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.*

Partisan est le Journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny, Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 4^e trimestre 2005. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

**Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France**

**Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com**

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

**CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS**

AVOIR LE SENS DE L'ORIENTATION

La journée de grève et de manifestations du 4 octobre, puis le conflit SNCM, pose une fois de plus le problème des directions syndicales. Aucune suite n'est prévue à la journée du 4, malgré son absence de résultat. Et la direction nationale de la CGT, dans le conflit SNCM, a vraiment donné l'impression de mieux organiser la reprise que le soutien.

CE QU'IL FALLAIT DIRE ET RÉPÉTER. Une guerre est d'abord affaire de propagande, et le soutien devait être avant tout politique. Pourquoi la SNCM était-elle déclarée au bord de la faillite ? Parce que, au fil des années, elle perdait sa clientèle au profit de Corsica Ferries. Comment faisait Corsica Ferries pour être moins chère ? Elle employait des marins – cubains, panaméens... – suivant la règle, associée désormais au nom de Bolkestein, dite «du pays d'origine». Et en ne se donnant pas le rôle de service public ayant à assurer la «continuité territoriale» même avec des bateaux souvent à moitié vides. Corsica Ferries s'est implantée sur les lignes corses – uniquement les plus rentables – en 1996, suite à la décision du conseil des ministres européens, fin 1992, de «libéraliser» le transport maritime. Tout cela devait être dit, répété, crié ! Mais avez-vous vu, sur vos lieux de travail, des tracts syndicaux dénonçant ce processus ? Pourtant nous sommes tous concernés. Ce qui se passe sur les liaisons maritimes s'est déjà fait pour le courrier et commence tout juste pour le rail.

Les médias de la bourgeoisie ne s'y sont pas trompés. Ils ont fait du conflit SNCM une affaire nationale. C'est incroyable mais ils réussissent à faire passer des travailleurs pour des privilégiés à partir du moment où ils ont un salaire, un CDI, des avantages acquis, et le droit de faire

grève ! La preuve qu'ils exagèrent, c'est qu'ils sont encore en grève ! Pas étonnant que leur entreprise soit en difficulté ! Selon un procédé que les chômeurs, les sans-papiers et autres catégories de travailleurs connaissent bien, la victime est transformée en coupable.

DES REVENDICATIONS CLAIRESMENT OUVRIÈRES. Face au rouleau compresseur médiatique, il faut des revendications claires, et une action déterminée. «Zéro licenciement», «A travail égal, salaire égal», voilà des revendications claires ! Mais se battre pour une participation majoritaire de l'État dans le capital, c'est illisible pour les autres travailleurs. Les travailleurs d'Areva, et bien d'autres, devraient vous rappeler que c'est l'État qui les licencie. Et l'action, c'est une lutte la plus large possible montrant les intérêts communs (la défense de l'emploi) qui libère la solidarité. Et elle n'est pas juste si elle n'inclut pas, au moins dans son discours et ses objectifs, la solidarité avec les travailleurs soumis à la règle du «pays d'origine». Ces deux points paraissent de bon sens, mais nous savons bien que le culte de l'État fait des ravages. Et que la défense du «potentiel industriel français» ou européen s'oppose toujours aux intérêts de classe et à l'unité des exploités.

Le mécontentement grandit, au rythme où la concurrence entre capitalistes s'aiguise et où la situation des travailleurs se dégrade. «Les profits montent, la colère aussi», résume une belle formule. Deux illustrations, complètement différentes, de cette situation : le vote pour le NON au référendum du 29 mai, et le retour, ces derniers mois, des luttes pour les salaires, comme à TotalFinaElf de Gonfreville-l'Orcher. Le mécontentement grandit, mais comment peut-il s'exprimer ?

UNE AFFAIRE D'ORIENTATION. La bourgeoisie, classe dominante, possède, avec son État

et autour de lui, un état-major qui lui permet de surmonter ses contradictions... et d'entretenir celles des travailleurs. La classe ouvrière n'a rien de tel. Elle doit construire son unité et son organisation. La grande faiblesse des militants combattifs, c'est leur localisme, leur «basisme». Dès que deviennent urgentes une lutte nationale, une solidarité nationale, une grève générale, les espoirs se tournent vers... Bernard Thibault. Et pourquoi pas Chêrèque ?

Quand elle devient nationale, écrivait Marx dans «Le Manifeste», la lutte des ouvriers devient politique. Or la politique est d'abord une affaire d'**orientation**. Virer Bernard Thibault et changer de secrétaire général sera peut-être à l'ordre du jour du prochain congrès confédéral en avril 2006. Mais on peut changer de secrétaire général comme on change un ministre devenu trop impopulaire. Sans changer d'orientation. Il est vrai que remplacer une direction et une orientation nationales n'est pas à la portée du premier venu, mais changer sa propre orientation, oui.

La colère monte, et nous n'avons pas, ou si peu, d'orientation **politique** claire, ouvrière, révolutionnaire. Cette orientation politique ne peut être portée que par une organisation politique. Donnons encore la parole à Marx – il n'est pas inutile actuellement de revenir aux fondamentaux ! A la veille de la Commune de Paris, alors que les Prussiens ont envahi la France, que la situation est chaude par conséquent, Marx écrit, au nom de l'Association Internationale des Travailleurs : « *Que calmement et résolument, ils (les ouvriers français) profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe.* »

Calmement, résolument, méthodiquement : l'organisation !

SNEM

AVEC COURAGE ET DÉTERMINATION

1 Les marins n'ont pas attendu l'annonce de licenciements individuels pour agir. Le maintien du statut de service public signifiait, pour les marins, le refus d'une aggravation de l'exploitation, le refus des licenciements. La lutte sociale (pour l'emploi, les conditions de travail,...) s'est transformée en lutte politique contre le gouvernement. Ainsi la lutte des travailleurs de la SNCM est devenue celle de toute la classe ouvrière : contre les restructurations et

les licenciements qu'elles entraînent, contre la liquidation des acquis sociaux et l'abaissement des salaires. Même si les illusions sont encore tenaces sur le rôle «social» de l'État.

2 Une lutte dure et longue qui a engendré la grève des dockers de Marseille, et ceux du port des conteneurs de Fos et la grève générale en Corse. Le mouvement des marins du *Pascal Paoli* (du Syndicat des Travailleurs

Corse), récupérant «leur instrument de travail», soutenu par les marins CGT, a été déterminé et a révélé, aux yeux de tous, jusqu'où l'État capitaliste était prêt à aller : à faire intervenir l'armée (GIGN).

Malgré tout, les ouvriers n'ont pas cédé, obligeant l'État, sur la défensive, à libérer les marins emprisonnés.

3 L'organisation et la participation des grévistes ont été actives : pratique des Assemblées générales,

blocus des ports et opposition de la base syndicale aux manœuvres des directions Confédérales poussant à la reprise. Ce fut une résistance active et de masse à la politique du gouvernement. C'est ainsi que se forge la conscience de classe contre les corporatismes, contre les particularismes nationaux et les illusions sur l'État.

4 Devant cette résistance, le gouvernement a dû reculer, ce qui a entraîné des contradictions



Jean Christophe Le Duiguou, l'un des plus importants dirigeants de la CGT, avait déclaré début octobre n'être pas opposé à la privatisation de la SNCM. Rien d'étonnant quand on se rappelle qu'il votait OUI au référendum de mai dernier. Ce haut dirigeant de la CGT est fondateur et administrateur de Confrontations Europe, organisation co-financée par Bouygues, AXA, Suez,

Danone, BNP-Paribas et... VEOLIA (ex-Vivendi), «repreneur» de la SNCM avec Butler. Les travailleurs de la CGT vont-ils conserver longtemps à leur tête des dirigeants notoirement passés de l'autre côté, directement lié à la multinationale CONNEX-VEOLIA ?

Quelques leçons d'une grève courageuse

La reprise du travail était fortement souhaitée par la direction nationale CGT, qui n'a soutenu que du bout des lèvres la lutte des marins. Qu'a obtenu Bernard Thibault en échange ? Être l'interlocuteur principal du gouvernement, à la veille du congrès de la CGT ? Une ouverture du capital d'EDF moins brutal, moins rapide ? Ce qui correspond bien au nouveau cours politique que prend la direction CGT : être une confédération constructive, consensuelle. Co-gestionnaire d'une économie en crise.

LA REPRISE, UN DEAL VILLEPIN-THIBAUT ? La reprise du travail à la SNCM. Réunis à huis clos pendant quatre heures, quelques 400 marins et sédentaires grévistes ont voté à bulletins secrets, malgré la préférence des salariés pour un vote à main levée. La direction locale de la CGT ayant cédé aux pressions de la direction nationale !

Et le choix était pipé d'avance : entre «Oui à la reprise de l'activité pour éviter un dépôt de bilan» et «non à la reprise de l'activité = dépôt de bilan», on ne pouvait que voter Oui. Voter Non c'était voter pour la fermeture de l'entreprise. Or si les rapaces capitalistes veulent reprendre la SNCM, c'est qu'il y a des profits à faire, que l'entreprise est rentable. La privatisation permettant de liquider le statut actuel des marins pour abaisser les coûts et augmenter les profits ; comme l'a fait son concurrent Corsica Ferries.

Nous voterons Oui pour virer Le Duiguou et Thibault au prochain Congrès CGT !

L'ÉTAT «ABDIQUE DE SA MISSION DE SERVICE PUBLIC» ? C'est ce qu'on entend de partout, l'État aurait «une mission de service public». Prenons deux exemples : la SCNF et EDF. 70 à 80 % de leurs services vont aux entreprises capitalistes : transports de fret et d'énergie ; le reste va au public. Le public paie le prix fort, les entreprises le prix faible, l'État, avec nos impôts, compense les pertes. L'État sert avant tout la classe dirigeante capitaliste. Comment cela se fera-t-il avec la SNCM ? Voyons voir.

WALTER BUTLER, UN PROCHE DE VILLEPIN. Walter Butler a créé, en 1991, Butler Capital Partners qu'il préside et qui gère aujourd'hui plus de 500 millions d'euros. Américain par son père et brésilien par sa mère, il débarque en France à 8 ans. Son parcours est tracé : Institut d'études politiques de Bordeaux, maîtrise de droit, Ecole Normale d'Administration (ENA) en 1980. C'est Dominique de Villepin qui le fait réviser. Echanges de bons procédés : Butler aidera quelques années plus tard, le frère de M. de Villepin à entrer à l'ENA. A sa sortie, Butler choisit l'inspection des finances. Évidemment !

Après des missions de contrôle de perceptions en France et en Afrique, il devient en 1986 conseiller de François Léotard au ministère de la culture. Butler travaille aux côtés de Jean-Marie Messier (Vivendi), qu'il avait croisé à l'ENA, pour privatiser

TF1. S'ayant fait les dents et beaucoup d'amis dans l'administration publique il passe au privé. Évidemment ! Le lien est confirmé ici entre l'État et le privé.

Il se fait embaucher par la banque américaine Goldman Sachs, part aux États-Unis et découvre avec appétit les fonds d'investissement. Retour en France, en 1991. Butler fait jouer son carnet d'adresses, acquis pour une grande partie lors de son service à l'État. L'homme d'affaires François Pinault, proche de son beau-père, conseille à Butler d'entrer au capital de l'agence de publicité BDDP en 1994. «En trois ans, nous avons multiplié notre mise - 15 millions d'euros pour 20 % du capital - par quatre». Butler Capital Partners n'a pas de secteur de prédilection. En douze ans, la société a investi dans France Champignons, César (déguisements), le groupe Flo ou la SSII Osiatis. «Nous restons en moyenne cinq ans dans le capital et visons trois fois le capital investi», indique Butler. On ne parle évidemment pas ici de la division par trois, voire beaucoup plus, du nombre d'emplois, des salaires et de la misère. Les affaires sont les affaires !

HENRI PROGLIO, UN AMI DE JACQUES CHIRAC.

Henri Proglgio, PDG de Veolia (ex-Vivendi, et dont Connex est une filiale), est aussi sur les rangs pour acheter la SNCM. La compagnie maritime sera une affaire très juteuse pour le Capital, pas pour le travail. Évidemment ! Le groupe Walter Butler et le groupe Véolia-Connex ne déboursent pas un seul centime pour «acheter» une entreprise dont la valeur se situerait entre 450 et 500 millions d'euros. Au contraire, selon les termes de cette scandaleuse opération, l'État versera 115 millions d'euros (avec les impôts publics !) dans les coffres de l'entreprise juste avant de la céder à Butler et Connex pour la somme dérisoire de 55 millions. L'État réalise ainsi sa «mission» au service des capitalistes, qui réaliseront plus de 10 fois la mise de départ. Les requins capitalistes qui tournent autour des navires de la SNCM prévoient la suppression de 400 emplois sur un total de 2400 (dans un premier temps) - dont le coût sera, lui aussi, pris en charge par l'État ! Et il est prévu aussi d'abaisser les coûts de main d'œuvre... bien évidemment si les travailleurs se laissent faire et ne comptent pas trop sur l'État ! On voit ainsi que la véritable mission de l'État est de n'être qu'une «vache à lait».

«AVEUGLEMENT «ULTRA-LIBÉRAL» DU GOUVERNEMENT» ?

C'est encore un discours que nous avons lu et entendu. Aveugle le gouvernement ? «Sourd» disait-on déjà, quand de Villepin, cet été, nous présentait son plan favorable aux... petits et grands capitalistes. Que non ! Ni aveugle, ni sourd, mais au service des intérêts de la grande bourgeoisie européenne, des grands groupes monopolistes européens et mondiaux. Jamais les gouvernements successifs de gauche comme de droite n'ont fait autre chose que de favoriser les rachats d'entreprises, les fusions d'entreprises, leurs restructurations, etc. Même quand l'État prend, comme c'est le cas d'Aréva-Alstom, le contrôle financier de l'entrepri-



Le choix était pipé d'avance : on ne pouvait que voter Oui.

se. Il s'agit alors de «moderniser» le groupe (à nos frais), de le rendre plus alléchant pour les «investisseurs».

L'ampleur et la vigueur du mouvement de grève à la SNCM a ébranlé le gouvernement. Breton et Perben ont dû abandonner la privatisation totale initialement prévue. Le gouvernement de droite, gestionnaire actuel de l'État, n'a fait que reculer. Sous une forme ou sous une autre le Capital privée absorbera le Capital public, c'est une des lois du développement du capitalisme à l'heure de la «mondialisation». N'oublions que la vente de la SNCM pour 55 millions, que les 400 suppressions d'emplois, etc. sont maintenus. Le gouvernement reprendra l'offensive, les millions de travailleurs d'exploités, de rejetés résisteront et vaincront si... ils n'écourent pas les gestionnaires de gauche de l'État. Ils ne rêvent que de revenir aux manettes pour se dire, comme Jospin face à la fermeture de Renault Vilvorde de Michelin : «nous ne pouvons rien faire !» Et c'est vrai : ils ne peuvent faire que ce qui correspond aux intérêts de la classe dominante bourgeoise.

L'alternative est ailleurs, la bourgeoisie ne démissionnera pas. Les communistes, les révolutionnaires doivent se réapproprier les enseignements de l'histoire : on ne met à bas les classes exploiteuses que par la révolution. Et cela se prépare dès aujourd'hui dans nos combats quotidiens, en défendant nos intérêts de classe exploitée, en nous organisant patiemment dans nos structures de luttes (syndicats, associations, parti). En boutant dehors les collabos, les conciliateurs qui ne font que retarder l'échéance révolutionnaire et accroître chômage, misère et décès des prolétaires rejetés, malmenés, massacrés par la guerre économique. **SM**

... AVEC COURAGE ET DÉTERMINATION (SUITE DE LA PAGE 2)

au sein des partis bourgeois. C'est pour cela que la lutte a fait la Une de tous les journaux pendant trois semaines et qu'elle a recueilli une forte sympathie populaire. Pas seulement à Marseille, mais aussi dans tout le pays les salariés de la SNCM ont trouvé un soutien populaire, encourageant à la résistance. Alors même que la reprise avait été votée sous la pression des appareils politiques et syndicaux, les marins manifestaient le 15 octobre, «prêts à repartir en cas de besoin». Ce qui leur permet de rentrer la tête haute.

5 Devant la masse des travailleurs, des précaires, des sans-travail... les travailleurs actifs de la région ont montré la nécessité de faire converger les luttes, de s'unir face au gouvernement et au patronat. Mais, du côté des directions confédérales, il n'est d'autre perspective à offrir, tel Thibault, que «l'ouverture d'un cycle de négociation sur l'emploi et le pouvoir d'achat». Maily (FO) a annoncé qu'il allait «réunir ses instances pour décider»... Quant à Chérèque, il n'était «pas en mesure de dire ce que la CFDT fera dans les semaines qui viennent».

6 Des travailleurs, des jeunes qui plongent dans le combat de classe, sont en train de découvrir l'impos-

se du syndicalisme «d'accompagnement», de «négociation» à froid qui ne peut se faire que sur le terrain de l'adversaire. Aujourd'hui, des critiques et des débats mettent en cause les directions syndicales et un esprit de lutte de classe (les pauvres contre les riches) se développe. Cela reflète le sentiment populaire qu'il faut un syndicalisme différent, de lutte.

7 Une fraction croissante de militants prennent conscience que les directions syndicales ne répondent plus aux besoins du mouvement, que leur orientation politique ne peut mener qu'à des reculs successifs et à la désorganisation du mouvement ouvrier. De l'expérience des luttes sociales et des luttes politiques émergent une nécessité : pour avoir les moyens de résister, il faut que les plus conscients de la classe exploitée s'organisent pour définir une nouvelle politique, une nouvelle orientation ouvrière. Bref, c'est la question du parti qui est posée. Un nouveau parti qui dirige les luttes quotidiennes et développe l'affrontement avec la classe actuellement au pouvoir : la bourgeoisie.

Des militants VP

On a raison de se révolter.

Logement

La droite et la gauche contre le logement des travailleurs



AVOIR UN ENFANT ET TRAVAILLER A PEUGEOT POISSY

Céline Brode, jeune maman d'un petit garçon de 3 ans, élève toute seule son enfant et travaille en montage B5 (HCl) en équipe 12. Elle est intérimaire depuis le 10 janvier 2005 et donne entière satisfaction pour la qualité de son travail. Par courrier du 30 septembre, son agence d'intérim Védior Bis la convoque pour «un entretien préalable en vue d'une sanction disciplinaire avec mise à pied conservatoire». Cet entretien a eu lieu le 7 octobre. Dans la même lettre, il lui est précisé que «suite à vos absences répétées, nous sommes amenés à envisager à votre rencontre une mesure de licenciement pour faute.» Les absences qui lui sont reprochées ont été justifiées par des problèmes de garde de son enfant de 3 ans. Son RU (responsable de son unité) était parfaitement informé de ses difficultés.

Trouver une nourrice qui accepte de garder un enfant dès 5h30 le matin est déjà un exploit. Les jours où la nourrice lui a fait défaut, Céline ne pouvait tout de même pas laisser son enfant tout seul. En restant s'occuper de son enfant, elle n'a commis aucune faute. Ceux qui lui reprochent d'avoir agi en mère responsable ont perdu toute humanité.

Lors de son entretien, préalable, Céline était accompagnée d'un délégué CGT. A cet entretien, le responsable de son agence d'intérim a affirmé n'être qu'un intermédiaire avec son service juridique (en réalité, les RH de Peugeot). Elle a reçu une mise à pied en attendant le licenciement. Depuis, face aux réactions, la direction de Peugeot a décidé de lever la sanction contre Céline. Son contrat ira jusqu'à terme et elle sera payée en restant chez elle.

Céline a gagné car l'agence d'intérim s'engage ensuite à lui trouver un nouveau contrat près de chez elle à Evreux. La mobilisation a payé avec ceux qui n'acceptent pas que dans l'indifférence on traite une femme travailleuse de cette manière.

Les incendies meurtriers qui ont détruit de nombreux immeubles ont révélés la façon dont les prolétaires, bien souvent immigrés, sont traités. Hôtels meublés insalubres, HLM en voie de démolition, squats pourris. Ces incendies ont reposé une nouvelle fois le problème du logement des travailleurs. Avec la montée démesurée des loyers, la spéculation et le manque de logements, les bailleurs ont le rapport de force pour faire payer cher le moindre taudis. Quand aux millions de travailleurs précarisés, ils n'ont souvent d'autre choix que de s'entasser à plusieurs générations dans des logements trop petits.

VILPEIN : 130 JOURS DE GUERRE CONTRE LES PAUVRES ! Face à cette situation, le gouvernement n'a même pas tenté de nous mentir. Pas question de construire des logements bon marché ou d'augmenter la contribution des patrons (le «1% logement» qui n'est que de 0,045% depuis des années). Il a directement sorti ses matraques pour nous repousser, nous camoufler et qu'on paye sans rien dire. Et pour certains d'entre nous, l'expulsion du logement se double de l'expulsion du territoire. Le gouvernement nous attaque de tous les côtés, le logement, les salaires, le code du travail, le droit au séjour, ...

Les mairies se réfugient derrière les responsabilités du gouvernement dans la crise du logement, pour se dédouaner des leurs. Les mairies de droite ont largement leur part de cruautés liées au manque de toit pour les travailleurs, en refusant de construire des logements sociaux. Et les mairies de gauche, qui expulsent ou refusent de reloger, ont largement leur part aussi.

Que ce soit à Paris, en région parisienne : à Vitry, Aubervilliers, Alfortville, Saint-Ouen, où en province, des familles ouvrières se retrouvent à la rue.

LA GAUCHE AU SERVICE DES PROMOTEURS. Ces mairies disent qu'on «ne peut pas accepter toute la misère du monde» Mais est-ce que les travailleurs immigrés et leur famille sont «toute la misère du monde»? Ne sont-ils pas ceux qui ont construit ces immeubles? L'unité de la classe ouvrière n'est elle pas un bien précieux? Supérieur à une soit-disant mixité sociale!

Face aux mairies de droite qui ne veulent pas construire de logements sociaux, la gauche dit : «Votez pour nous et nous ferons un service public du logement!» Mais, une fois au gouvernement, qu'ont-ils fait? Ont-ils appliqué la loi de réquisition, votée à la Libération? Ont-ils abrogé la loi Barre de 1977 qui supprimait l'aide à la pierre et a amorcé le déclin de la construction d'HLM? Ont-ils abrogé la loi Méhaugnerie qui a fait disparaître la loi de 1948 dans le privé? Ont-ils imposé des constructions de logements sociaux dans les villes bourgeoises, alors qu'ils avaient tous les leviers de l'État en main? Non! Ils ont au contraire favorisé la spéculation et les promoteurs. Ce «service



Les mal-logés manifestent leur colère, le 15 octobre dernier, à Paris

public du logement» sera comme tous les autres. On en aura pour ce qu'on payera, et le capitalisme nous dictera sa loi.

OCCUPONS LES LOGEMENTS VIDES ! La réquisition des logements vides s'impose en priorité, que ce soit dans le public où dans le privé. Promenez-vous dans les quartiers bourgeois, il y a de quoi loger des familles ouvrières (voir les 600 mètres carrés de Gaymard). Mais aucune mairie ne veut appliquer la loi de réquisition. Ce sont des familles de prolétaires ou des associations qui s'en occupent, elles ont raison de ne rien attendre des mairies. Cette loi est comme la loi «contre les licenciements», un cache-sexé de la misère et qui ne sert à rien.

Les belles paroles du maire de Paris, les collectifs d'expulsés et les habitants ne veulent plus les entendre. C'est ce que près de 700 personnes lui ont dit le 6 octobre, dans le 19^e arrondissement. La résistance prend de l'ampleur à Paris et en banlieue.

Sur le logement, sur les salaires, l'emploi, l'école, la santé, etc, l'attaque est globale. La riposte aussi doit être globale.

CONSTRUISONS LE PARTI DES TRAVAILLEURS. Un grand mouvement est nécessaire pour les arrêter, mais il nous faut prendre le pouvoir pour transformer la société selon nos besoins et non selon les profits capitalistes! Pour cela, il nous faut un parti pour organiser et diriger ces luttes, pour tracer un ave-

nir, redonner de l'espoir en un avenir socialiste, débarrassé des erreurs du passé. Un parti pour réapprendre l'histoire du mouvement ouvrier, réapprendre l'économie politique et la philosophie qui ont tendance à disparaître dans l'oubli. Les seules armes des travailleurs sont dans la connaissance et dans l'organisation. C'est à cela que FOCML VP-PARTISAN travaille.

Aujourd'hui, exigeons l'arrêt des expulsions, la réquisition des logements vides, la construction de logements sociaux ! Demain, c'est toute la société qu'il faut changer !

Militants VP

DE L'ARGENT SOUS LES CENDRES DES VICTIMES

Les incendies des hôtels meublés sur Paris ont vu se déplacer rien moins que trois ministres Maliens. L'ambassadeur de la Côte d'Ivoire s'est répandu dans les médias et se vante, suite aux incendies, d'avoir convaincu ses compatriotes d'aller à l'hôtel. Il ne fallait pas de vagues, disperser les habitants sur des hôtels évite les résistances collectives. Pour les victimes, il n'y a pas eu de cérémonie digne de ce nom. Une coordination des familles victimes d'incendies est mise en place par le PS et l'UMP. Des vigiles, parlant Soninké, se sont retrouvés bom-

bardés délégués. Résultat dans une salle pouvant contenir 5000 personnes seulement 1000 étaient présentes. Les jeunes et les soutiens sont en colère et ne marchent pas dans la combaine. La police raffe les immigrés aux stations de métro où la communauté africaine est nombreuse. Une manifestation contre ces rafles est organisée de façon assez spontanée, et sans déclaration à la Préfecture. Plusieurs manifestants sont embarqués, il y aurait des expulsés.

La résistance n'a pas tardé, le maire PS, Delanoë, s'est fait interpellé à une de ses réunions dans le 19^e arrondissement. Sur

700 personnes, environ un tiers était venu lui demander des comptes sur le logement. Les familles expulsées étaient les plus virulentes. Un agent de la ville de Paris a pris la parole «je n'ai pas de logement, et j'ai un enfant et une femme enceinte». Alors que l'ambiance commençait à s'électriser, le maire de Paris a fermé la séance en disant « Ces actions sont faites par une minorité... je suis la majorité ». La majorité ce sont les prolétaires quelques soient leurs origines. Un jour il faudra que la bourgeoisie paie pour tous ses crimes.

Militant VP

À COMMANDER À NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1.50

Une brochure Partisan

1.5 euro

Allemagne

Après des semaines, et avec grande peine, le nouveau gouvernement s'est formé d'une «grande coalition» du CDU-CSU* et du SPD†. Rien de bien nouveau, car toutes les dernières

lois anti-populaires ont été votées par cette grande coalition au parlement, comme l'Agenda 2010 ou la loi Hartz IV.

DÉSASTRE ELECTORAL POUR LA CLASSE DOMINANTE

Le programme politique du gouvernement Merkel reste flou, ce qui montre déjà une politique sur la défensive et des hésitations face à la résistance populaire. Par contre, les exigences des monopoles ne laissent aucun doute : augmentation de la TVA, renforcement de la précarité, réduction des allocations des chômeurs, baisse des impôts patronaux, privatisations, etc, etc. De quoi aiguïser les contradictions sociales.

UNE SOLUTION PROVISoire POUR LES MONOPoles. Avec ces élections, les monopoles capitalistes voulaient l'installation d'un gouvernement stable ayant une large base populaire. En fait, dès le début, les résultats sont provisoires. Le jour même de l'annonce, une centaine de «manifestations du lundi» ont annoncé une résistance acharnée à la nouvelle chancelière. Les manifestants lui ont souhaité une vie politique courte et pleine de crises. D'ailleurs, dès le 5 novembre, une grande manifestation est prévue à Berlin contre la coalition des voleurs politiques. Une belle occasion pour que l'opposition combative continue à se renforcer.

LE DÉSASTRE ÉLECTORAL DE SEPTEMBRE. Pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne, les élections au Bundestag n'ont pas conduit à une détente, au contraire. D'ailleurs, aux élections de septembre, les masses ont infligé une défaite majeure au programme des monopoles capitalistes et aux partis majoritaires. La droite CDU-CSU a perdu 1 891 521 électeurs par rapport à 2002. Lorsque Angela Merkel dévoila, avant les élections et avec sa «nouvelle sincérité», le caractère du futur gouvernement, les gens en ont très vite perçu le caractère anti-populaire. Cela a eu pour résultat un phénomène curieux : un nombre important d'opposants des plus résolus au gouvernement «socialiste» Schröder-Fischer ont donné malgré tout leur vote aux «socialistes» du SPD pour éviter Merkel. La CDU n'a reçu que 32,6% des voix.

Le leader «socialiste» Schröder, le soir des élections, se proclamait vainqueur. Mais l'instabilité du précédent gouvernement n'avait-elle pas été une raison pour convoquer des élections anticipées ? Le SPD a 2 340 428 voix de moins qu'en 2002, et même 4 053 029 électeurs de moins qu'en 1998. Il n'a eu que 58% des voix.

Les électeurs ont non seulement sanc-

tionné le gouvernement, mais aussi l'opposition bourgeoise. Ce vote illustre l'écart maximum, et provisoire, entre les masses et les partis bourgeois (de gauche comme de droite), du parlementarisme et de ses institutions. Enfin, seul 77,7% des inscrits ont voté – le taux le plus faible depuis 1949.

RÉSULTATS POSITIFS POUR LA CLASSE OUVRIÈRE. Positifs car l'érosion de la base populaire du SPD affaiblit durablement l'influence bourgeoise sur le mouvement ouvrier. Cela peut laisser la place à un rétablissement durable de la conscience de classe chez les ouvriers. Conscience masquée depuis des décennies par le mode de pensée petit-bourgeois et réformiste.

A cela, il faut ajouter une évolution vers la gauche que montre les résultats : la recherche d'une issue clairement dirigée contre le capitalisme. Cela se retrouve en particulier chez les plus de 4 millions d'électeurs du Linkspartei-PDS‡, qui recueille 8,7% des voix à l'échelon national.

Quant aux partis fascistes et ultra-réactionnaires ils sont loin de leurs espoirs et prennent, au niveau national, une défaite électorale méritée.

ALLIANCE ÉLECTORALE DE GAUCHE À LA VEILLE DES ÉLECTIONS. Oskar Lafontaine, un dirigeant du PDS, a proposé une alliance visant à surmonter le morcellement de la gauche – sur la base d'une lutte commune contre le gouvernement anti-populaire. Le MLPD a accueilli favorablement cette initiative en proposant qu'une telle alliance soit ouverte à une alternative sociale, pour le socialisme, et que chaque participant, dans cette alliance, ait le droit de défendre ses propres positions au delà d'une plate-forme commune.

L'écho a été égal à zéro, à part une vague lettre sans engagement. Ce qui est en soi une réponse ! Les têtes du PDS et de la WASG§ ont ignoré les propositions du MLPD et, dès le départ, n'ont négocié qu'entre elles. À la base, le MLPD, lui, a continué à coopérer avec une partie des membres des ces deux partis réformistes, par exemple lors des «manifestations du lundi».

Le PDS et la WASG ont mis en avant des motifs tactiques et égoïstes. Une masse grandissante de gens, qui cherchent une alternative à gauche, ont été déçus. Ces partis doivent en assumer la responsabilité. De plus, la WASG et le PDS pratiquent une politique agressive anti-communiste vis à vis du MLPD. L'idée d'une alliance électorale à gauche a déperissé sous la responsabilité des



Des milliers d'affiches seront produites pour la campagne électorale du MLPD : Les élections décident de la composition du parlement ! L'avenir de la société se décide dans le lutte des masses ! A bas Hartz IV ! Lutter pour les emplois comme chez Opel ! Interdiction des organisations fascistes ! 30 heures sans perte de salaire ! Pour l'alternative socialiste ! Pour la libération des femmes !

dirigeants du PDS et de la WASG, au profit d'un plan de fondation d'un nouveau parti réformiste.

LES MARXISTES-LÉNINISTES ONT GAGNÉ EN CONSIDÉRATION ET EN FORCE. Le MLPD¶ a recueilli 45 166 voix. Aux mêmes élections en 1994, il n'arrivait qu'à 10 058 voix. Soit un bond en avant de 4,5 fois.

Mais on ne peut pas simplement comparer les voix du MLPD avec celles des autres partis. Les marxistes-léninistes ont en effet subi de multiples entraves électorales. La télé, la radio et la presse ont largement boycotté leurs propos. Les votes recueillis marquent donc un engagement conscient en faveur du MLPD. En effet, voter pour ce parti exige une conscience de classe relativement élevée. En même temps, ces voix ne reflètent que de façon approximative l'influence de ce parti, grandissante depuis les deux dernières années. On peut attribuer son influence aux effets indirects de la campagne électorale. L'interaction entre la campagne des marxistes-léninistes et le résultat du Linkspartei est particulièrement claire. Le MLPD a construit, pour une grande part, l'évolution à gauche de l'électorat mais, en raison de la barre des 5%, il a évidemment contribué aux nombreuses voix du Linkspartei.

Le MLPD a gagné en considération et beaucoup de gens, politiquement très proches, ont quand même donné leur voix aux autres partis. Cela montre qu'ils voulaient obtenir, par leur vote, des résultats immédiats. D'un côté, c'est compréhensible, mais de l'autre, cela tient aussi à la survivance des

illusions parlementaristes, ou encore à des attentes réformistes : on peut changer quelque chose dans cette société capitaliste.

Presque la moitié des voix du MLPD, soit 21 781, viennent de l'est de l'Allemagne, Berlin-Est inclus. Cela reflète le développement du parti marxiste-léniniste dans cette région. En effet, depuis son 7^e congrès, en 2004, ce parti a grandi d'environ 50% à l'est (20% sur l'ensemble du pays). Cela représente un déplacement croissant du rapport de forces entre le MLPD et le PDS. Evidemment, ce développement se concentre en Allemagne de l'Est où les gens ont déjà pu faire l'expérience du PDS pendant quelques années – surtout de sa «responsabilité gouvernementale».

LE MLPD A ACCÉLÉRÉ SA CONSTRUCTION PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. D'un point de vue stratégique, c'est même le résultat le plus important. Dans un contexte de vaste manipulation de l'opinion publique, les résultats des élections sont toujours un indicateur extrêmement relatif du développement de la conscience de classe, mais aussi de celui du travail des marxistes-léninistes.

Le MLPD a mené une campagne électorale très efficace grâce à de nouvelles méthodes. Il a distribué 1,8 millions de journaux électoraux. Des milliers de gens ont été impliqués dans un travail militant qui leur a fait connaître les idées et les actions des marxistes-léninistes. Ils ont pu examiner les candidats sous toutes les coutures et vivre en direct les principes du véritable socialisme. Le MLPD a profité de cette campagne électorale à grande échelle pour

reprenre systématiquement le travail que le parti mène dans 202 villes, afin de mieux se faire connaître. Au total, dans cette campagne, le parti a travaillé dans 360 villes, dont plus de 50% sont des villes de plus de 20 000 habitants. Après les élections, il s'agit de garantir ces progrès et d'organiser les nouveaux sympathisants, de consolider leur engagement militant, de les former, etc.

Réalisé à partir d'analyses et d'interviews parues dans Thebdomadaire du MLPD, Rote Fahne (Drapeau rouge), de septembre 2005.

À COMMANDER A NOTRE BP



Une brochure Partisan 2 euros

(1) CDU : parti de droite. (2) SPD : parti social-démocrate. (3) Die Linke, nouvelle alliance électorale, à gauche du SPD ; PDS, Partei des demokratischen Sozialismus, Parti du socialisme démocratique, successeur du SED, parti révisionniste de l'Allemagne de l'Est. (4) Marxistisch-Leninistische Partei Deutschlands, Parti marxiste-léniniste d'Allemagne. (5) Wahlalternative soziale Gerechtigkeit, Alternative électorale pour la justice sociale.

La Compagnie Jolie Môme reprend son spectacle *Barricade*

HERCULE : ... MOI CE QUE J'EN DIS C'EST QU'IL FAUT MARCHER SUR VERSAILLES IMMÉDIATEMENT ! LULU : OUAIS TU PENSES COMME JEANNETON, QUOI. HERCULE : EXACTEMENT. RAOUL : VOUS VOULEZ REPRENDRE LA GUERRE ? HERCULE : JE NE VEUX PAS REPRENDRE LA GUERRE, RAOUL. JE VEUX JUSTE FINIR CE QU'ON A COMMENCÉ ! IL SONT 40 000 À VERSAILLES, NOUS ON EST 300 000 EN ARMES DANS PARIS. RAOUL : ET ON VA S'ÉTRIPER FRANÇAIS ENTRE FRANÇAIS, SOUS LES YEUX DES PRUSSIENS ?...

Voilà les choses qui se disent dans la petite communauté qui s'agite autour du bar de Nénette, quelque part dans Paris, en ce printemps 1871. Nous sommes dans une scène de «Barricade», une pièce de la Compagnie Jolie Môme, qu'elle joue tout le mois de novembre dans son théâtre de Saint-Denis. La pièce retrace l'insurrection parisienne à travers une série de personnages : des bourgeois, un curé et des gens du peuple. Gens du peuple avec qui on rit, on pleure, et on partage les émotions et les espoirs. Au bar de Nénette, il y a Pierrot le typographe, Hercule, l'ouvrier cordonnier blanquiste et Eugène le journaliste humaniste. Il y a Lulu, le jeune garçon qui veut rentrer dans la garde nationale, Henriette, la marchande de fleur volage, Jeanneton l'aveugle, et Polya, une polonaise membre de l'Internationale venue rejoindre le combat du peuple de

Paris. Nous vivons avec eux, au jour le jour, l'histoire de la Commune : l'occupation de l'Hôtel de Ville, les élections, les débats sur la santé, le travail, puis les premiers combats contre les Versaillais, le doute et la peur. C'est le spectacle idéal à voir en sortie collective avec des camarades de travail, des amis ou des voisins. Le spectacle est aussi tout à fait accessible à des enfants en âge scolaire (Il est à ce propos dommage que les spectacles n'aient pas commencé pendant les vacances scolaires). C'est une façon superbe d'accéder à une page fondatrice de l'histoire du mouvement ouvrier, page évidemment plus que négligée dans les manuels. Mais c'est plus qu'une première approche. Les membres de la Compagnie Jolie Môme ont longuement étudié la Commune. Ils ont tenté de comprendre les problèmes qu'ont dû traiter les communards, comprendre aussi ce qui les divisait... Le résultat, c'est que la pièce rentre dans les

débats qui ont divisé la Commune et contribué à sa défaite sanglante. On y voit l'inorganisation, l'indécision et l'incapacité de conclure cette prise du pouvoir. Certains des personnages voudraient en découdre avec les Versaillais pour de la Banque de France. D'autres s'y opposent par humanisme, légalisme ou patriotisme et veulent négocier avec les Versaillais. Les comédiens nous font aussi ressentir ce ferment de rapports nouveaux qu'a été la Commune. On parle de l'éducation, de la création de crèches. On parle de la réduction du temps de travail et de l'émancipation des femmes. Une émancipation qui ne va cependant pas jusqu'au droit de vote ; une petite remarque faussement ingénue nous le rappelle. On voit bien aussi les ambiguïtés de la Commune : une révolte ouvrière et populaire amorcée par un mouvement patriotique anti-prussien. Mais aussi une révolte qui attire des

révolutionnaires de toute l'Europe, symbolisés par Pietro, le Garibaldien qui tombe amoureux d'Henriette. Enfin, on est saisi par l'inorganisation qui continue malgré l'attaque des Versaillais et l'inefficacité du fédéralisme des communards qui s'est traduit par une tactique militaire désastreuse : la défense quartier par quartier. Après avoir vu la pièce on se dit que la révolution, pour triompher, suppose de détruire le quartier général de la bourgeoisie. Qu'elle demande une centralisation politique et militaire. Qu'elle demande pour cela l'initiative forte d'un parti révolutionnaire qui vertèbre la révolte et l'oriente. C'est ce bilan qu'en ont tiré les militants bolcheviks qui, 46 ans plus tard, fera qu'ils sortiraient victorieux d'événements analogues. *Un spectacle que nous vous conseillons vivement et, pour l'occasion, nous vous invitons à lire ou à relire notre brochure sur la Commune de Paris.*

LA RÉVOLUTION ENTRE EN SCÈNE

IGNOMINIES

La pièce de Jolie Môme fait aussi œuvre salutaire, en démolissant un tas d'écrivains à l'égard desquels l'école nous a élevés dans la vénération. Alexandre Dumas, Georges Sand, Leconte de Lisle, Ernest Renan, Théophile Gautier, Gustave Flaubert, les Goncourt, et même Zola ont répandu «un flot d'ignominies» contre la Commune montrant ce qu'ils étaient : des bourgeois profondément méprisants pour un peuple qu'ils craignaient. Devinez qui a dit «Le bain de sang que vient de prendre le peuple de Paris, était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer quelques-unes de ses fièvres. Vous le verrez maintenant grandir en sagesse et en splendeur» ? Qui est ce charlatan social, ce docteur Diafoirus amateur de saignée ? Emile Zola, bien sûr. Un républicain de gôôche. Toutes les citations, dans la pièce, sont tirées d'un petit livre intéressant de Paul Lidsky, *Les écrivains contre la Commune*.

QUAND ET COMMENT ?

«Barricade» se joue à La Belle Étoile, 14 allée Saint-Just, à Saint-Denis. Du 5 au 27 novembre 2005, les jeudi, vendredi et samedi à 20h50 et le dimanche à 17h. Relâche le 25/11. Entrée 16 euros. Tarif réduit : 10 euros. Bar et restauration sur place. Réservations au 01 49 98 59 20 Avec un peu de chance, on peut aussi voir la pièce dans les régions. Jolie Môme joue régulièrement à Bordeaux, Angers, Grenoble, en Auvergne et, de façon ponctuelle, dans d'autres villes. Pour être informé de leurs mouvements, on peut s'inscrire sur leur liste de diffusion en envoyant un mail à : courrier@cie-joliemome.org



Toutes les photos ont été prises lors de la représentation du 27 mai 2001



À COMMANDER À NOTRE BP

Parfisan
1871
AU NOM DU PEUPLE
LA COMMUNE
EST PROCLAMÉE!

Une brochure
Parfisan
1.5
euro

Eugène Varlin, infatigable militant ouvrier dont nous avons pu apprécier les qualités d'organisateur, de propagandiste, et même de féministe, réalise, comme ses camarades de lutte, que l'organisation dont ils ont besoin n'aura peut-être pas le temps d'être construite.

1870 LA CLASSE OUVRIÈRE CHERCHE À CONSTRUIRE SON PARTI.. (I)

Sous la pression du peuple de Paris, la République est proclamée le 4 septembre 1870. Pris à son propre piège dans une guerre qu'il a voulue, l'Empire de Napoléon III est déchu. Mais c'est maintenant une poignée de politiciens bourgeois qui prend le pouvoir, alors que le peuple veut une République «sociale» capable de chasser l'envahisseur prussien. Cette nouvelle situation est faite d'espoirs et de dangers. Aussi, le 11 septembre 1870, le Conseil général de l'Internationale¹, qui siège à Londres, recommande aux ouvriers parisiens de profiter «calmement et résolument de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe»².

UNE CONCLUSION CAPITALE. Eugène Varlin, membre de l'AIT, partage les orientations du Conseil général. Il œuvre pour que les ouvriers parisiens prennent en main leur destin. Il n'est pas seulement sûr, mais peu sont convaincus que les ouvriers doivent s'organiser indépendamment des courants petits-bourgeois, même radicaux ; ni qu'il faille associer la lutte contre l'envahisseur prussien à celle pour l'émancipation des travailleurs.

Un an plus tard, à Londres, les délégués de la même Internationale estimeront qu'une «réaction sans frein (...) étouffe par la violence tout effort d'émancipation de la part des travailleurs, et prévient maintes fois par la force brutale les différences de classe et la domination politique des classes possédantes qui en résulte». En conséquence, ils affirmeront que «contre ce pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ; (...) cette constitution de la classe ouvrière en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes»³.

Pour en arriver à une telle conclusion, il a fallu que le mouvement ouvrier subisse une terrible épreuve : l'anéantissement dans le sang du premier gouvernement qu'il mit sur pied, la Commune de Paris.

NECESSITÉ D'UNE ORGANISATION... Laissons Varlin un moment pour observer ce qui se passe. Depuis les années 1860, en France, le mouvement ouvrier révolutionnaire a pris conscience de sa force, au point qu'à la veille de la guerre de 1870, il y a, confuse encore, mais cependant lancinante, l'aspiration à un parti socialiste-révolutionnaire. Ce besoin se faisait donc sentir. Entre l'apolitisme de tradition proudhonienne⁴ et un «parti» républicain dominé par des petits bourgeois démocrates et des bourgeois libéraux, les ouvriers révolutionnaires éprouvaient la nécessité d'une organisation qui lui la leur»⁵.

...MAIS CONFUSION TOTALE. Le mouvement ouvrier est constitué de nombreux et fluctuants courants. Il y a ceux pour qui le



Gardes nationaux, ouvriers : le peuple de Paris en pleine discussion. Il faut nous organiser !

souvenir de la Révolution Française est encore vif ; ceux qui ont vécu les événements de 1848 (comme aujourd'hui on parlerait des soixante-huitards) ; il y a les nombreux adhérents de l'Internationale qui sont loin d'être d'accords entre eux ; les membres des sociétés ouvrières, ancêtres de nos syndicats, oscillent entre corporatisme et lutte de classe... Et tout ça se partage en proudhoniens, fouriéristes, blanquistes, communistes... Toutes ces associations «ouvrières», «révolutionnaires», «radicales», sont en étroites relations. Leurs militants passent de l'une à l'autre, agissent dans l'une et l'autre. Les locaux de l'AIT abritent la plupart d'entre elles. On a du mal à distinguer les groupes les uns des autres ni à clarifier le pourquoi ou le but de chacun d'eux.

La nécessaire bataille d'idées, source de clarification et d'unité pour les révolutionnaires, n'aboutit pas vraiment⁶. C'est un méli-mélo de volontés d'unir, et de s'unir tout en «marquant son terrain». Ce chassé-croisé opère à la fois sur le terrain organisationnel mais également sur le terrain des idées. «C'est cette confusion qui, dans de nombreux cas, amène le prolétariat à recourir à l'idéologie petite-bourgeoise, qui est en 1871 périmée et largement dépassée (même en ce qui concerne les intérêts propres de cette petite bourgeoisie) et ne s'adapte pas aux intérêts de classe des ouvriers.»⁷

PATRIOTISME ET RÉVOLUTION. La situation, bien évidemment, donne naissance à une nouvelle contradiction : il n'est pas facile de faire la part des choses entre l'urgence d'assumer la lutte contre les prussiens – alors que le gouvernement, lui, négocie⁸ – et la lutte pour «un monde meilleur» auquel aspirent les travailleurs.

Ainsi, par exemple, des affrontements

politiques apparaissent lorsqu'on apprend que les troupes d'occupation prussiennes doivent défilé dans Paris début mars 71. Les faubourgs ouvriers s'arment, les bataillons de la garde nationale sont prêts à engager le combat contre les prussiens, mais il faut le poids de militants reconnus du peuple tels Vallès ou Varlin, le poids également du Comité central de la garde nationale pour éviter le pire : l'écrasement des ouvriers par les prussiens⁹.

«Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée»¹⁰ avertit déjà Marx presque six mois avant...

On mélange les buts, les moyens, les priorités. Comment construire une organisation, trouver à manger – car le Siège de Paris et l'hiver 70 sont terribles –, lutter contre l'envahisseur, isolés dans la capitale, tout en sachant que, lui aussi, l'ennemi – la classe bourgeoise alliée aux anciennes classes possédantes – se prépare, avec l'aide des Prussiens ?

Varlin a compris que le temps presse. Il pressent le danger mortel que représente la bourgeoisie pour la classe ouvrière. Et pour lui, même s'il s'attelle à cette tâche, il semble qu'on n'aura pas le temps d'édifier cette organisation. Là encore, cette vision des choses rejoint celle de Karl Marx qui, très préoccupé par l'absence de préparation des ouvriers parisiens, envoie un militant de l'AIT, Serrailier, avec pour mission de

conseiller «un renforcement de l'organisation, n'envisageant une action que plus tard lorsque, l'organisation étant acquise, les circonstances seront favorables»¹¹.

Le 5 septembre 1870, Varlin rentre de Belgique où il s'était réfugié pour échapper à la répression. Et, déjà, il va là où les masses sont, là où le peuple est en armes. Il s'enrôle dans la Garde nationale¹².

«Notre révolution à nous n'est pas encore faite, écrit-il, et nous la ferons lorsque, débarrassés de l'invasion, nous jetterons révolutionnairement les fondements de la société égalitaire que nous voulons.» Pour lui, «Paris assiégé par le roi de Prusse, c'est la civilisation, c'est la révolution en péril. Nous voulons défendre Paris à outrance.»¹³

Dès la chute de l'Empire, s'engage une course de vitesse – en réalité une course à mort, entre la classe bourgeoise et la classe ouvrière. Nous verrons la prochaine fois comment cette dernière, avec Varlin parmi les plus clairvoyants encore une fois, a tenté de gagner la course. Nous verrons que les ouvriers révolutionnaires ont cherché, presque instinctivement, à construire un «parti» – Internationale ? Comités de vigilance ? ou Garde nationale ? –, confondant encore la notion de «cause» avec celle d'«organisation», sans apparemment arriver à leur but, mais aussi que sont apparues plusieurs manifestations de contre-pouvoir (ou double-pouvoir) annonçant l'insurrection de la Commune. **Thierry Dufrenne**

POUR MIEUX SE REPERER

Juillet 1870, Napoléon III déclare la guerre aux Prussiens... et se rend le 2 septembre. L'Empire tombe deux jours après, remplacé par une République bourgeoise qui promet de libérer la France. Confiants, les travailleurs entrent en masse dans la Garde nationale pour défendre Paris. Car les Prussiens assiègent la capitale. Face au chômage, à la famine et la trahison du gouvernement, le peuple gronde, les ouvriers se soulèvent 3 fois. Ils veulent la Commune, le «gouvernement du peuple par lui-même», pour battre le Prussien mais aussi pour la «Sociale». Le drapeau rouge fait plus peur aux bourgeois que le casque à pointe. Thiers, chef du gouvernement, négocie secrètement la paix avec Bismarck pour déclarer la guerre aux ouvriers de Paris. Il les provoque le 18 mars 1871. Le peuple saisit l'occasion. C'est la Commune ! Gardes nationaux et ouvriers investissent l'Hôtel de Ville. Le gouvernement s'enfuit à Versailles ? Place au Peuple !

Pendant les 72 jours que tiendra la Commune, bien des choses seront expérimentées ou envisagées : démocratie directe et liberté d'expression pour le peuple, contrôle des élus, peuple en armes, liberté politique, gestion ouvrière de la production, égalité des sexes, éducation laïque et gratuite, protection de l'enfance, construction d'un nouvel État, solidarités sociale et internationale, etc... Mais l'ennemi exploite les faiblesses de la Commune. Après un mois de combats et avec la collaboration prussienne, armée versaillaise, police et mouchards entrent dans Paris, exterminent 30 000 femmes, hommes, enfants et vieillards, arrêtent 40 000 personnes et en déportent plus de 4 000...



EUGÈNE VARLIN

Fils de petits paysans. Né en 1859. Ouvrier relieur à Paris. Adhère à l'Internationale en 1865. Anime des grèves, coordonne des mouvements de solidarité, y compris entre ouvriers de pays différents, milite dans de nombreuses organisations ouvrières et socialistes. Le 18 mars 1871, participe à l'insurrection de la Commune. élu de la Commune de Paris. Assassiné par les Versaillais, le 28 mai 1871, pendant la Semaine Sanglante.

(1) L'Association internationale des travailleurs, ou «AIT» ou encore «Internationale», a été fondée à Londres en 1865 ; à Paris, siège un conseil fédéral (2) Seconde Adresse de l'AIT aux ouvriers parisiens, rédigée par Marx (3) Conférence de l'AIT, Londres, 17-25 septembre 1871 (4) Proudhon (1809-1865) est une référence pour une partie du mouvement anarchiste/libertaire. Il fut considéré par Marx comme le représentant du réformisme petit-bourgeois (5) Bruhat-Dautry-Tersen, La Commune de 1871 (6) En regard des documents dont nous disposons (7) Bruhat-Dautry-Tersen, ouvrage cité (8) Les parisiens le surnom, dès décembre 70, «la bande à Judas» (9) Finalement, les prussiens entrent dans Paris silencieux, des drapeaux noirs accrochés partout en guise de deuil. Il nous faudra revenir sur cet important événement (10) Seconde Adresse de l'AIT (11) Correspondance Marx-Engels, 6-7 septembre 1870 (12) Pour un temps, il est commandant du 195^e bataillon (13) Cité par J. Rougier

Un congrès sous l'impact du référendum

PARTISAN : CE CONGRÈS A EU LIEU EN JUIN, JUSTE APRÈS LE RÉFÉRENDUM DU 29 MAI. EST-CE QUE LE SUJET A ÉTÉ ABORDÉ PAR LES CONGRÉSSISTES ? Bien sûr. Le débat général a tourné autour de ça. D'abord, dans son discours introductif, la dirigeante de l'Union Départementale (UD) a osé se glorifier du rôle de la CGT dans le succès du Non. Plusieurs interventions de la salle ont rappelé que la CGT n'avait pas fait campagne. Ils ont dénoncé l'attitude molle de Thibault qui, on s'en souvient, voulait qu'il n'y ait pas de prise de position confédérale sur ce référendum. Sur la prise de position, la NVO, l'hebdo de la CGT, quelques jours avant le 29, continuait à appeler à la poursuite du débat. La salle a aussi interpellé la représentante de l'UD au CCN du 2 février qui avait été mandatée par la Commission Exécutive (CE) de l'UD pour le rejet du traité par la CGT. Or elle s'est abstenue au moment du vote décisif qui a mis Thibault en minorité.

CELA A-T-IL ÉTÉ LE SEUL THÈME AVEC DES INTERVENTIONS CRITIQUES ? Non, il y a aussi eu la question de l'attitude confédérale dans la lutte de 2003 sur les retraites. J'en ai moi-même fait une, mais il n'y en a pas eu tellement. Le débat s'est surtout progressivement déporté sur la question de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Sur sa nature d'institution de l'Europe libérale, sur ses positions d'appui à cette Europe, etc. Le déplacement va se faire à l'occasion de la dénonciation des représentants de la CGT à la CES qui avaient soutenu le traité constitutionnel.

Le mercredi soir des militants ont eu vent d'une déclaration de la CES sur le référendum français qui regrette le vote du 29 mai. Un intervenant a commencé à lire le texte mais a été coupé par la tribune parce que ce n'était pas le sujet. Certains ont crié à la magouille. Bref c'était un peu houleux. La direction du congrès va quand même modifier l'ordre du jour et rédiger une motion critiquant la déclaration de la CES. Elle commençait par «Les délégués

au 16e congrès de l'UD CGT du 94 s'étonnent des termes utilisés par la CES...» Le congrès va obtenir que «s'étonne» soit remplacé par «condamne et juge inacceptable». Certains camarades vont alors réclamer la sortie de la CGT de la CES. D'autres s'y opposeront, arguant de l'effort important pour y rentrer.

MAIS AVEZ-VOUS QUAND MÊME DISCUTÉ DU TRAVAIL SYNDICAL ? Bien sûr. Il y a eu quelques discussions qui n'étaient pas polémiques. Des militants parlaient de leur pratique. Mais même parmi ceux qui en avaient une, j'ai eu l'impression qu'ils n'avaient pas très envie de traiter des problèmes quotidiens habituels. Ce qui les souciait, c'était l'évolution de la CGT.

ON A L'IMPRESSION QU'IL N'Y AVAIT QUE DES INTERVENTIONS CRITIQUES ! QU'A DÉFENDU LA DIRECTION SORTANTE FACE À CELLES-CI ? Il n'y a pas eu de répondant. Je fais les congrès de l'UD à peu près systématiquement depuis 1993. J'y suis moi-même intervenu de façon critique. Toujours j'ai eu une opposition de la part de responsables de l'UD ayant le souci de me contrer sur le fond. Cette fois-ci ils ne répondaient pas. Je n'ai pas eu de réponse sur l'attitude de la direction de la CGT pendant le mouvement contre la loi Fillon. Personne n'a non plus défendu le Oui à la constitution, ou même l'abstention ou il y en avait forcément eu. Après l'intro, personne n'a plus prétendu que la CGT avait bataillé pour le Non. J'ai eu le sentiment que les portes étaient grandes ouvertes à la critique mais que cela n'avait aucune conséquence.

UNE DIRECTION MOLLE ALORS ? Non. Au moment de l'élection de la nouvelle commission exécutive, la direction sortante est montée au créneau pour empêcher les plus contestataires d'y siéger. Et là, on a eu droit à des manipulations ouvertement anti-démocratiques qui n'ont pas soulevé de tollé, même chez les victimes. La manoeuvre n'a pas complètement marché puisqu'un militant LCR, actif et reconnu sur les questions de l'immigration et la défense des élèves étrangers a été

rajouté par les congressistes. Et il a obtenu une large majorité pour siéger à la CE.

CE CONGRÈS N'EST PAS ISOLÉ. ON NOTE PARTOUT DE TELS CHANGEMENTS. Oui. Ce vote montre que les congressistes ne suivaient pas mécaniquement ce que disait la tribune. Sur les 250 militants et militantes, j'évalue à peu près à la moitié de la salle ceux qui, sans verser dans l'opposition, n'étaient pas prêts à faire et à voter n'importe quoi. Mais l'événement, à mes yeux, c'est l'apparition d'un noyau oppositionnel cohérent.

Depuis 12 ans, les congrès voient de plus en plus d'interventions critiques ou simplement atypiques. Mais il n'y avait jamais eu d'opposition. On sentait tout simplement un délitement progressif. Là, c'est sans doute l'effet du référendum, les débats ont été recentrés autour de cette question et tout un groupe militant intervenait dans le même sens. C'était les syndicats de la plateforme aéroportuaire d'Orly. Politiquement, j'ai compris qu'il était animé par des militants PC, des ex-PC et un peu LO. Avec d'autres voix critiques dans le congrès, cela faisait à peu près 10% des congressistes.

S'AGIT-IL D'UNE OPPOSITION DE GAUCHE QUI SE RADICALISE ? En fait elle est très composite. Pour certains, en quelques secondes de discussion, je me suis rendu compte qu'ils étaient très loin. Avec d'autres, j'ai poursuivi des rapports. Certains sont en recherche. Recherche plus syndicale que politique d'ailleurs. D'autres sont encore au PCF. Mais tous sont sans boussole, étonnés de voir que leurs adversaires dans la CGT sont aussi au PC. Leur boussole, en fait, c'est la construction d'un syndicalisme combatif, mais son orientation est mal définie.

FINALEMENT, COMMENT PERÇOIS-TU L'ENJEU DE CE CONGRÈS ? Je pense que les événements de ce congrès ne peuvent être compris qu'au regard des objectifs de transformation de la CGT portés par la direction confédérale. Un ensemble de mutations qui va de la refonte des fédérations, la refonte de l'interpro avec la disparition des UL, la perception des cotisations directement au niveau confédéral, la réduction du nombre de syndicats, la mise sur pied d'un fichier central des syndiqués, etc... Le tout au service d'une politique de propositions au

patronat de façon à en devenir l'interlocuteur privilégié.

Pour cela la direction ne pouvait se permettre des combats sur l'orientation où elle risquait d'être marginalisée. L'important était de faire passer un peu plus la réforme sur les cotisations et de voter pour avoir à l'UD une commission exécutive acquise à la direction confédérale actuelle. Un des objectifs étant le 48e Congrès confédéral qui se tient en avril 2006. On peut être certain que les délégués choisis par l'UD ne poseront pas de problèmes à Thibault.

TU PENSES DONC QU'IL FAUT S'OPPOSER À CES RÉFORMES ? C'est compliqué, parce qu'en même temps l'organisation actuelle doit s'adapter. La CGT devient un conglomérat de fœdalités. Par ailleurs, le découpage à l'infini de la sous-traitance amène des difficultés aujourd'hui insolubles. Bref on ne peut pas non plus continuer comme ça.

Une seule chose est sûre : le 48e Congrès sera important et nous devons nous y préparer.

Interview réalisée par Claude Magnan

COURRIER

Puisque l'article était la réflexion d'un militant et non la position de VP, voici la mienne, à la lumière des remarques entendues et de mon expérience d'organisation au sein d'un appareil d'État, l'armée, dans les années 70.

J'AI D'ABORD ÉTÉ SPONTANÉMENT d'accord avec l'article. Puis j'ai discuté avec un militant de SUD-Education et je me suis rappelé un tract étrange de SUD-Intérieur, diffusé en mars 2003 qui critiquait les infiltrations de groupe par des membres des RG au nom des conditions de travail de ces RG. J'ai alors relu l'article avec un autre point de vue et j'ai relu le tract.

L'article sur SUD-Intérieur, dans le numéro précédent de Partisan, a provoqué des débats autour de nous, des camarades, en désaccord, trouvant l'article outrageusement conciliant.

L'article analyse SUD-Intérieur à partir de ses positions écrites. Mais les plateformes et déclarations ne suffisent pas pour caractériser un groupe. Il faut savoir de qui il est composé, ce que n'aborde pas l'article. La question de l'organisation syndicale ne se pose pas de la même façon pour des hommes et des femmes du rang, ayant un rôle d'exécution, et pour du personnel encadrant.

Or, dans ce cas, ce qui structure ce syndicat, c'est un petit noyau de membres des Renseignements Généraux, y compris avec rang d'officier. Concrètement, on se trouve avec des personnes qui sont tantôt autour d'une table en tant que SUD-Intérieur, avec d'autres organisations, au cours de réunions censées organiser la résistance à l'État ; tantôt ils sont collés aux manifs en tant que RG, un talkie-walkie à la main, et font ensuite leur rapport à leurs supérieurs sur les caractéristiques du mouvement. C'est cette ambiguïté qu'ont rejetée les lycéens et un certain nombre de militants de SUD. On ne peut pas traiter ceux-ci de gauchistes, comme fait l'article, avant d'avoir traité ce problème.

L'AMBIGUÏTÉ se voit aussi autrement. SUD-Intérieur est contre l'exploitation, contre la répression des lycéens. Mais étant donné leur implication dans les RG, ils auraient beaucoup à nous dire qu'ils ne disent pas. Par exemple, que pensent-ils de notre hypothèse comme quoi les attaques de bandes contre les cortèges lycéens de l'hiver dernier étaient une réponse de l'État à un problème qu'il ne savait pas résoudre ? Mais s'ils dévoilent le dessous des cartes, ils se font virer.

L'ambiguïté ne trahit pas forcément une tentative de pénétration du mouvement social, comme des camarades le soupçonnent, mais surtout l'impossibilité de faire un syndicat sur des positions vraiment

anticapitalistes, au cœur d'un appareil d'État répressif. La seule chose qui est possible dans une telle situation, c'est des comités clandestins qui renforcent nos résistances en se révélant par des déclarations, des dénonciations, y compris parlant de leur vécu quotidien et de ce qu'ils savent.

Et là, cela renvoie aux positions des militants du courant «à gauche de la gauche», qui veulent réformer l'État et donc constituer, en cohérence avec ces positions, des syndicats dans ces secteurs. C'est forcément ambigu, invivable et débouche logiquement sur une répression contre eux².

LE DÉBAT EST LE MÊME qu'il y a trente ans à propos de l'organisation dans l'armée. L'extrême-gauche (sauf LO) faisait des comités de soldat. La LCR et d'autres organisations (PSU, parfois PCF) voulaient faire déboucher ce mouvement sur un syndicat de soldat public. L'OGT³, et quelques autres groupes, défendaient le principe de comités clandestins permanents. Il ne s'agissait pas simplement de stigmatiser les corvées de chiottes et les brimades qu'on subissait mais de dénoncer l'armée impérialiste et de guerre civile. De toutes façons, la clandestinité était obligée. Les défilés dans les manifestations se faisaient en uniforme, mais avec gacoules.

Alors, bien sûr, il est positif que des groupes au sein de l'appareil d'État se démarquent de certaines de ses pratiques. Mais est-ce suffisant pour les admettre dans les mêmes organisations syndicales et dans les structures qui organisent la riposte à la répression ?

Un militant VP

(1) Partisan, mars 2005 (2) Et si elle ne vient pas, c'est encore plus grave ; voir plus haut les hypothèses sur l'infiltration (3) Une organisation maïsoïste où j'étais au moment du service militaire et dont certains militants de Voie-Proletarienne proviennent

Les AREVA en tête de la manif du 4 octobre



Délégués

Encore un mauvais coup de l'été passé inaperçu, et ce n'est pas uniquement parce que la liste en était trop longue. C'est le passage de 2 à 4 ans de la durée des mandats de délégués (article 96 de la loi du 2 août 2005) qui fait suite à une autre loi du 20 décembre 93, sous le gouvernement de Balladur (droite) qui prolongeait déjà le mandat de délégué du personnel de 1 à 2 ans.

ELECTIONS CE ET DP : TOUS LES 4 ANS !

Si ce n'était qu'un cadeau de plus aux patrons – et c'en est un ! –, nous aurions entendu quelques protestations. La suppression d'une élection sur deux est évidemment autant de gagner pour la production. Et l'alinéa suivant de la nouvelle loi illustre un autre avantage : «Des élections partielles sont organisées à l'initiative de l'employeur si un collège électoral n'est plus représenté ou si le nombre des membres de la délégation du personnel est réduit de moitié ou plus, sauf si ces événements interviennent moins de six mois avant le terme du mandat des membres du comité d'entreprise.»

Autrement dit, au fil des mois, avec les licenciements, les démissions, les accidents du travail ou longues maladies, etc., les rangs des délégués ne peuvent que se clairsemmer, jusqu'à 50% du nombre de départ. Encore autant de gagner pour les patrons !

Mais il n'y a pas que les patrons qui sont satisfaits. Tous ceux (parmi les directions syndicales) pour qui rendre des comptes de son mandat aux travailleurs et leur donner des perspectives est un exercice difficile, ne sont pas vraiment mécontents, sans trop le crier sur les toits. L'alinéa VII rappelle de quoi on parle :

«Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à compter des élections des délégués du personnel et des représentants du personnel aux comités d'entreprise, comités d'établissement, comités centraux d'entreprise et comités de groupe intervenant après la publication de la présente



loi.» Ce qui éloigne d'autant les représentants du personnel du contrôle des salaires — à relier à la loi du 4 mai 2004 qui autorise les élus du personnel à signer des accords collectifs...

Rappelez-vous cette phrase de Marx, dans *La guerre civile en France*, au sujet des dirigeants de la Commune de Paris : «Ils étaient responsables et révocables à tout moment.» A tout moment, vous vous rendez compte !

Il y a deux sortes de syndicalisme, le syndicalisme réellement démocratique, dont le centre de gravité est la masse des travailleurs, «à tout moment», et le syndicalisme bureaucratique, dont le principe est «votez pour nous – de temps en temps – et faites-nous confiance, on s'en occupe.»

LYON GREVE ILLIMITÉE AU CENTRE TELEPERFORMANCE

Les drapeaux rouges ont fleuri mercredi au bas de la Tour Suisse, dans le quartier de La Part-Dieu à Lyon. Ceux de la CGT, qui, avec la CFDT, a lancé une «grève illimitée» à la plateforme téléphonique Téléperformance Rhône-Alpes, basée au seizième étage de l'immeuble.

Les syndicats réclament une hausse des salaires et le treizième mois. Selon eux, Téléperformance Rhône-Alpes a les moyens d'être plus généreuse, après avoir dégaïgé, l'an dernier, un bénéfice net de 300 000 euros. La société emploie une centaine de salariés (la moitié en intérim) pour réceptionner les appels clientèle d'une dizaine de grosses entreprises de la région – dont la SNCF (infos TER) et Numericable. Les «hot lines» de ces entreprises ont cependant fonctionné correctement mercredi, les intérimaires continuant d'assurer une partie de l'activité. Le mouvement est bien suivi chez les titulaires.

D'APRÈS UN ARTICLE DU PROGRÈS DE LYON DU VENDREDI 7 OCTOBRE 2005

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

LISEZ Partisan

DIFFUSEZ Partisan

FAITES LIRE Partisan

À propos d'une bande dessinée

La manifestation nationale du 15 octobre, à Paris, réclamait un procès pénal de l'amiante. «Les empoisonneurs doivent être jugés», clament les veuves de Dunkerque et d'ailleurs. Une bande dessinée vient justement de paraître, «Amiante : chronique d'un crime social». Sa dernière page invite à réagir. Réagissons donc.

Amiante «Un crime social»

La bande dessinée, par la diversité de ses quinze tableaux, décrit bien l'ampleur de la catastrophe. Et sur un thème et un ton justes avec, au cœur de l'histoire, l'exploitation de l'ouvrier.

«DES SYNDICALISTES»? Le vieux Corse, avec son fusil, résume bien le problème, et rejoint la revendication de la manif du 15 : «Ce sont des assassins. Il va falloir qu'ils payent, pour tous ceux qui venaient gagner de quoi vivre et qui sont partis avant l'heure» (page 23).

Mais il y a un manque dans le contenu. Il y a une faille. À creuser, pour comprendre. Avec le sérieux et la ténacité que méritent des dizaines de milliers de morts. Cette faille, elle est toute entière dans le mot «syndicalistes», à la page 50.

Marcel Valtat monte en 1982 le Comité Permanent Amiante, le CPA, une sorte d'assemblée où différents partenaires sont censés jouer le jeu d'une concertation constructive, pour le bien de tous, évidemment... Malin, il fait venir des représentants de divers ministères, des syndicalistes, des scientifiques, des médecins de renom, les industriels bien sûr, et même le responsable de l'INRS, organisme officiel de la «prévention au travail».

Pourquoi «des syndicalistes», en particulier un représentant de la CGT, rendant par là un fier service aux patrons assassins? Voilà une question qui mérite réflexion.

«UNE CONCERTATION CONSTRUCTIVE»? Le CPA a retardé de 15 ans l'interdiction de l'amiante en France. À raison de 100 000 tonnes importées par an !

«Tous ces mensonges n'ont pas duré que quelques mois, comme dans d'autres affaires. Dans le cas de l'amiante, on peut remonter sur des décennies. Mais ce sont les vingt dernières années précédant son interdiction qui sont les plus scandaleuses. La France, avec l'usage contrôlé, finit même par devenir le plus grand consommateur d'amiante en Europe.» Nous ne sommes plus ici dans la BD, mais dans le livre de François Malye «Amiante : 100 000 morts à venir» (page 19). La France des années 1980-90 défendait l'usage de l'amiante, à contre-courant des autres pays européens !

Il ne vous a pas échappé que ces années CPA sont des années de «Gauche». C'est la Droite qui a produit les décrets restreignant l'usage de l'amiante en 1977 et 1978. C'est Chirac qui a décrété l'interdiction de sa vente et de son usage au 1^{er} janvier 1997. Pas par bonté. Après les luttes de Jussieu et d'Amisol d'abord, celle du lycée de Gérardmer et la création de l'Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante (Andeva), ensuite. Entre les deux, ce s'est-il passé? Ce sont les années de la «concertation constructive», attitude politique commune au syndicalisme consensuel et au socialisme bourgeois.

«IL FAUT DES SOLUTIONS RADICALES.»

François Malye, qui est un simple journaliste du *Point*, ne se gêne pas, dans son livre, pour dénoncer tous les responsables, y compris ceux de «Gauche». Tout un chapitre sur «les silences de Martine Aubry», un autre sur «l'affaire Allègre». Cet ancien ministre de «gauche» affirmant, avec le doigt et la sensibilité ouvrière qu'on lui connaît : «L'amiante n'est toxique qu'à hautes doses, vous ne pouvez pas écrire autre chose» (page 148). Un point de vue neutre, de scientifique, certainement ! Malye cite Marcel Odet, le représentant de la CGT au CPA : «Certains avaient peur de servir d'alibi, or il faut que les partenaires sociaux arrivent à un certain consensus. A la CGT, nous sommes contre la politique de la chaise vide.»

Rien de tout cela dans la BD. La leçon politique et syndicale essentielle pour nous, les travailleurs et les militants, n'y est pas.

Un tract de VP-Partisan, il y a quelques années, commençait ainsi : «L'amiante tue. Comme le capitalisme. Pour le profit. Mais leur développement n'est pas fatal. Il faut des solutions radicales : élimination et remplacement.» L'amiante est intrinsèquement dangereux, comme le capitalisme. Une politique de «concertation constructive», de «force de proposition et de négociation», de «consensus» entre «partenaires sociaux», en lieu et place de la lutte des classes, devient littéralement mortelle. Ce n'est pas la révolution qui fait des morts, c'est la politique consensuelle (réformiste) car elle sauve le capitalisme.

Alors, il est facile d'épingler Chirac qui déclare, le 14 juillet 1996, qu'il n'y aura «plus un seul étudiant sur le campus – de Jussieu – à la rentrée universitaire». Personne n'y croyait, d'ailleurs. Il est plus difficile de rappeler, de manière juste et politique, quel fut le rôle de la Gauche réformiste.

QUEL DÉBOUCHÉ POLITIQUE? La faiblesse politique grave de cette BD n'est pas qu'une affaire de vision du passé, même récent. Si la distinction entre voie réformiste et voie révolutionnaire dans le mouvement ouvrier n'est pas claire, s'il n'est pas évident que le scandale de l'amiante en est une éclairante et douloureuse illustration, alors nous sommes prêts à rejouer le scénario du «soutien des élus de Gauche». Et à conjuguer la lutte juridique d'aujourd'hui avec le bulletin de vote en 2007.

La conclusion du tract de VP-Partisan était celle-ci : «La constitution de l'Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante a été déterminante pour la lutte contre l'amiante. Contre le capitalisme, ce qui nous manque aujourd'hui, c'est une Association Internationale de Défense des Victimes du Capitalisme : un parti révolutionnaire.»

Marc Crespin

«L'amiante : chronique d'un crime social». 15 euros + 5 euros de frais d'envoi. Port gratuit à partir de 5 albums. Chèque à l'ordre de «Septième choc éditions», adressé à Septième choc éditions, BP 56, 78540 Vernouillet.

Angelo, 21 ans, a été mis en examen pour «association de malfaiteurs» et placé en détention provisoire à la Maison d'arrêt de Fresnes. Il est accusé d'avoir entretenu des liens avec les militants communistes italiens Maj et

Czeppel, réfugiés en France parce qu'ils subissaient la répression de Berlusconi. Interview d'une membre de l'Association pour la Défense d'un Espace Européen des Libertés (ADEEL)

Libérez Angelo et ses camarades !

COMMENT S'EST PASSÉE L'ARRESTATION D'ANGELO ? Six policiers de la DNAT, pour certains armés, munis de gilets pare-balles et d'une traductrice sont venus le chercher chez moi, où il avait passé la nuit. Je partageais cet appartement avec deux colocataires, qui ont été eux aussi menottés et convoqués au siège de la DNAT pour un interrogatoire. La police a fouillé l'appartement, surtout ma chambre, a tout mis sens dessus-dessous et a saisi quelques objets (notamment un drapeau arc-en-ciel «pace»: quelle pièce à conviction !). Angelo a été trimballé de pièce en pièce, mais il ne s'est pas laissé démonter, a gardé la tête haute et a refusé de répondre aux policiers avant d'avoir vu son avocat. Puis ils l'ont emmené et nous ne l'avons plus revu.

Cette intervention musclée m'a beaucoup marquée. Angelo n'était pas chez lui, et pourtant les policiers ont eu toute latitude pour défoncer notre porte (qui ne sera pas remboursée !), malmené mes colocataires qui n'ont aucun lien avec lui et fouiller dans leurs affaires, copier mon disque dur et mettre sous écrou des affaires personnelles que je ne peux pas récupérer, nous interroger longuement (deux heures) et se permettre, en ce qui me concerne, de bas sous-entendus triviaux sur mes rapports avec Angelo... Et tout cela en dépit d'un dossier complètement vide de preuves, sur la seule accusation d'hypothétiques liens qu'il aurait eu avec deux autres militants italiens, eux-mêmes en détention provisoire sans rien qui ne permette de les qualifier de «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise à finalité terroriste».

ET DEPUIS QU'IL A ÉTÉ PLACÉ EN DÉTENTION, TU AS PU LE VOIR ? Il a été emmené le 19 juillet. Seulement une semaine après, on a su qu'il avait été placé en détention provisoire à Fresnes. J'ai aussitôt fait une demande de permis de visite au juge Thiel, qui ne s'est même pas donné la peine de me répondre. Pour l'instant, les seuls à avoir eu le permis de visite sont ses parents, qui habitent en Italie. En effet, il faut savoir que le juge peut décider arbitrairement d'accorder ou de refuser le permis de visite à qui il veut, mais en ce qui concerne la famille, il doit justifier et motiver sa décision en cas de refus. Et en accordant le permis aux parents d'Angelo, il ne lui faisait pas forcément une très grande faveur : depuis trois mois qu'il est en détention, ils ont réussi à organiser leur venue en France à deux reprises. Tout est fait pour l'isoler du monde extérieur, même à l'intérieur de la prison, où on tente de limiter ses contacts avec les détenus politiques.

C'est un monde fermé et arbitraire, même vu de l'extérieur : depuis son incarcération, je lui portais des vêtements et des journaux. La dernière fois que je suis allée à Fresnes (et ce n'est pas la porte à côté, en transports !) j'ai découvert que je n'avais plus le droit de les lui porter, parce que je n'avais pas le permis de visite et que seuls ceux qui ont ce fameux permis peuvent lui apporter des choses. Etant donné que son courrier passe au compte-gouttes, je n'ai plus de lien avec lui depuis le 27 septembre, il est passé

devant un tribunal pour son refus du prélèvement ADN. C'était une audience publique, j'ai pu alors l'apercevoir et constater qu'il était en forme, qu'il semblait de relative bonne humeur et déterminé à défendre son droit.

EST-CE QUE TU PEUX EXPLIQUER CETTE HISTOIRE DE PRÉLÈVEMENT ADN ? C'est quelque chose qu'il est important de savoir, car, au vu de l'évolution de nos sociétés, chaque militant, voire même simple « citoyen »

risque de s'y trouver confronté un jour ou l'autre. Lorsque l'on est placé en garde à vue, les policiers te demandent l'autorisation de faire un prélèvement de ton ADN (généralement avec un coton-tige imbibé de salive). La loi est perverse : tu as parfaitement le droit de refuser ce prélèvement, oui mais ce refus est considéré comme une infraction dont tu dois te justifier devant un tribunal ! L'objectif me semble clair : les flics voudraient constituer un vaste fichier avec, à terme, nos empreintes génétiques à

tous, un fichage généralisé, en somme. Mais en garde à vue ils peuvent difficilement te prendre ton empreinte génétique de force, alors on conserve encore ce pseudo-droit au refus.

En ce qui concerne Angelo, il a refusé parce que il refusait tout, avant de pouvoir voir son avocat. En matière terroriste, la garde à vue peut durer jusqu'à 96 heures, mais le premier entretien avec l'avocat ne peut avoir lieu avant la 72^e heure. Angelo a été placé en détention le vendredi 22, sa garde à vue a duré donc 65 heures, l'avocat n'a par conséquent pas pu le voir pendant sa garde à vue. Au tribunal pour l'ADN, ses avocats se sont basés sur ces chiffres pour demander la relaxe, et aussi sur une disposition très importante, à savoir que ce prélèvement d'ADN ne peut être demandé que s'il est prouvé que le prévenu a commis une infraction. Comme le dossier du juge Thiel sur Angelo ne contient pas le moindre début de preuve d'une quelconque infraction, les avocats ont plaidé la relaxe et le juge les a suivis.

Pour conclure sur ce point : à tous les militants en garde à vue à qui l'on demande, sans explications, de se frotter un coton-tige dans la bouche (pour un prélèvement de notre empreinte génétique) on a le droit de la refuser si on est prêt à aller devant un tribunal pour expliquer pourquoi ce refus, et, surtout : si on sort blanchi de cette garde à vue (donc sans être jugés coupables d'une infraction), il ne faut pas hésiter à faire la demande de retirer notre empreinte génétique du fichier des RG !

ET QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉCHANGES, POUR ANGELO ? Lundi 3 octobre, son avocat, Henri De Beauregard, a déposé une demande de mise en liberté. Aujourd'hui, une semaine et demi après, on attend toujours la réponse... Le juge ne se presse pas. Déjà trois mois de détention provisoire sans rien pour la justifier, il est vrai qu'on a le temps ! Si la réponse est négative, il faut passer à la mobilisation massive et dénoncer dans la presse ce qui ressemble de plus en plus à de l'acharnement. La détention provisoire ne devrait être utilisée qu'en cas de possibilités de troubles à l'ordre public, mais de plus en plus, il semble qu'on l'utilise pour tenter de faire parler les gens, ou tout simplement pour les emmerder ! Il se dit que le juge voudrait conclure le dossier de Maj, Czeppel et Angelo pour décembre. Espérons qu'il ne les gardera pas en tôle jusque là.

Rendez-vous le 22 octobre, à l'assemblée publique organisée par l'ADEEL à Paris pour connaître les développements de l'affaire (voir notre agenda en dernière page).

Immigrés, sans papiers, réfugiés,...

CONSTRUISONS LA RIPOSTE AUX RAFLES



Le mois dernier, Partisan dénonçait les rafles menées par le gouvernement dans les quartiers à dominante immigrée de la capitale. Ces rafles ont continué depuis : le 21 septembre à Château Rouge (une centaine d'arrestation) ; le 25 septembre encore à Château Rouge, Belleville et Château d'Eau ; le 5 octobre de nouveau à château d'Eau. Mais cette fois-ci, il y a eu une réaction spontanée. Les habitants et commerçants du quartier se sont mis spontanément à crier «Non aux expulsions!» et puis après un moment de confusion, ils ont improvisé une manifestation.

«Une femme s'est installée au milieu du boulevard pour bloquer la circulation, une cinquantaine de personnes l'ont rejointe. Certains s'en prennent directement aux véhicules des policiers, qui font usage de bombes lacrymogènes pour disperser la foule» raconte le quotidien 20 minutes. Les forces de police sont réparties sous les insultes et les jets de bouteilles. Pour le service des relations publiques de la Préfecture de police de Paris, il ne s'est rien passé ce jour-là !!! Ce serait évidemment dangereux pour le gouvernement de reconnaître que la résistance populaire s'organise. Mieux vaut la nier.

Cette violence organisée par l'État contre les sans-papiers et les quartiers populaires a pour but de courtiser l'électorat d'extrême-droite pour les prochaines élections présidentielles. Comment y répondre ? Des organisations parlent d'organiser des «Assises de l'Immigration» ou lancent un «Appel à l'insurrection des consciences». Bien sûr, ce type d'initiative n'est pas négatif, mais les discours ne font pas peur au gouvernement. Et

que dire de la conclusion de l'appel qui demande «un large débat démocratique pour construire une autre politique fondée sur le respect des droits et liberté de tous» et qui appelle, en attendant, à un «moratoire contre les expulsions du territoire» ? Sans doute pour se donner le temps de trier entre les bons et les mauvais sans-papiers et faire le tri entre les expulsions «arbitraires» et les justifiées ! Non. Pour répondre à la politique de rafles, comme le dit Baija (déléguée du 9^e collectif), il faut que «les sans-papiers construisent un rapport de force et que les organisations syndicales ou politiques qui souhaitent soutenir le fasse en apportant une logistique : en faisant pression contre le gouvernement et surtout en respectant les orientations pour la lutte choisies par les sans papiers eux mêmes en Assemblée Générale.»

C'est ce rapport de force qu'essaient de faire en priorité les sans-papiers du 9^e collectif et ils ont judicieusement choisi le parcours de la manifestation appelée le 8 octobre. C'était un long parcours qui passait à tous les endroits cités plus haut où il y a eu des rafles depuis cet été. Des quartiers populaires qui ont accueilli bras ouverts les manifestants. Nous étions environ 300 mais déterminés et, tout le long de la manif, les slogans n'ont pas cessé de fusiller : contre les rafles, contre les expulsions, les centres de rétention. Des slogans aussi qui établissaient des liens avec les expulsions de logement, les chômeurs. Et puis un, ironique vis-à-vis de Sarkozy et que reprenaient volontiers les passants : «Sarkozy, t'as oublié. Tes parents sont étrangers!» Finalement, c'était une «manif plus dynamique, plus déterminée que celle du 4 octobre» m'a dit un passant, manif qui a stationné plus d'un quart d'heure devant le commissariat de la Goutte d'Or pour signifier que les

gens ne se laisseraient pas faire et en avait marre des contrôles d'identité au faciès. Qu'ils sont prêts à résister comme cela s'est passé lors de la rafle du mercredi 5 octobre au Château d'Eau. Après la manifestation de nombreux sans-papiers ont rejoint le 9^e collectif afin de s'organiser. Les sans-papiers ne comptent pas retourner dans la clandestinité, céder à la peur et continuent à lutter pour la régularisation de tous. **Alexandra**

(1) Il est signé par la LDH, le MRAP, le GISTI, la FASTI, la GCT, la FSU, SUD-Education et culture, l'Union syndicale Solidaire, des collectifs de sans-papiers, le PCF, la LCR, les VERTS, les Alternatifs.
(2) Comme SUD-Rail, lors de l'occupation de l'UNICEF en mars dernier, voir Partisan 194.

CONCERT DE SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS
6 novembre - 17 H au CICC
21 ter rue Voltaire
Métro Nation. PAF : 5 euros

Le 9^e collectif tient des permanences au CICC les mardi et vendredi de 14 à 18 heures.
Les Assemblées générales ont lieu tous les lundis à 19 H

NOTRE PLATEFORME DE LUTTE :
● HALTE AUX RAFLES ET AUX CONTRÔLES AU FACIÉS ● ABROGATION DE TOUTES LES LOIS ET CONTRÔLES RÉPRESSIFS ● LIBRE CIRCULATION DANS ET HORS DU TERRITOIRE ● FERMETURE DE TOUS LES CAMPS DE RÉTENTIONS ● ÉGALITÉ DES DROITS POLITIQUES ET SOCIAUX ● RECONNAISSANCE DE L'IDENTITÉ CULTURELLE ● DROIT À LA NATURALISATION SANS CONDITIONS

FRANCE : 358 PRISONNIERS POLITIQUES

Selon le journal *Le Monde*, c'est ce qu'il y aurait aujourd'hui - tous courants confondus -, dans notre douce France républicaine et des droits de l'homme. Chiffre qui ne cesse d'augmenter...



Stage d'été VP-Partisan

CUBA, QUESTIONS ET RÉPONSES

Suite à la parution de notre brochure «Cuba, la révolution est bien loin», plusieurs questions nous ont été posées, lors de notre stage d'été. Revenons sur quelques unes d'entre elles, que d'autres lecteurs se sont sûrement posées.

POURQUOI CETTE POSITION CRITIQUE MAINTENANT ? Notre position sur Cuba n'est pas nouvelle. Elle avait déjà été exposée il y a plus de dix ans, après la fin du marché commun des pays de l'Est (COMECON) dont Cuba était partie prenante*.

La sortie de la brochure correspond à une autre raison : j'ai eu l'occasion de faire un séjour à Cuba en 2002 et j'y ai rencontré plusieurs opposants au régime. La brochure a été l'occasion de confronter et d'enrichir le point de vue développé plus de 10 ans auparavant et de faire connaître des voix d'opposants de l'intérieur.

Sur le fond, le contexte a changé. Cuba est le seul pays qui se réclame encore du socialisme «à la soviétique». Pour nous, l'analyse de Cuba en tant que pays «révisionniste» (c'est-à-dire qui révisé la théorie marxiste du socialisme) est toujours d'actualité. D'autant plus que son caractère anti-impérialiste américain peut faire illusion sur la réalité des rapports sociaux qui y sont à l'œuvre. Le PCF, la LCR, Attac, enjolivent la réalité et le passé du régime cubain et n'aident pas à comprendre les véritables tâches liées à l'avancée du socialisme, même dans un pays dominé

comme l'était Cuba.

Si l'on doit résumer notre point de vue sur Cuba, nous dirons qu'il n'y a pas de changement réel des rapports de production pour les ouvriers (ils sont toujours globalement soumis à des travaux manuels ou déqualifiés), ni l'esquisse d'un réel pouvoir des travailleurs (interdiction et répression de toute organisation autonome en dehors des appareils inféodés au pouvoir), enfin que l'anti-impérialisme américain s'est accompagné d'une soumission aux intérêts de l'impérialisme soviétique quand il existait (peut-on alors parler d'anti-impérialisme ?). Qui d'autres que nous porte la critique à Cuba de ce point de vue ? D'où la nécessité pour nous de continuer à développer la critique du régime cubain, même si on peut partager avec lui telle ou telle déclaration ou mesure qu'il peut prendre contre le gouvernement américain.

PARTICIPEREZ-VOUS, MÊME DE FAÇON CRITIQUE, AU FORUM POUR CUBA ? Ceux qui sont à l'initiative de ce forum le situent clairement pour la défense de Cuba socialiste. Avec ce qui vient d'être dit, nous ne pouvons participer, même de manière critique, à un tel forum sans jeter la confusion sur notre analyse du socialisme, alors que nous voulons justement la clarifier. Nous pouvons participer à des initiatives de soutien au peuple cubain contre les menaces, blocus et mesures (tout à fait sordides) qu'il subit de la part des impérialistes, mais pas soutenir le régime quand il prétend s'en occuper.



Quartiers délabrés de la Havane

POURQUOI, DANS LA BROCHURE, Y A-T-IL UNE INTERVIEW DE RAUL RIVERO ET PAS CELLE D'UNE OPPOSITION COMMUNISTE ? C'est très simple, parce que nous n'avons pas rencontré cette opposition et que nous ne savons même pas si elle existe. Nous avons rencontré beaucoup d'oppositionalistes, mais rares étaient les critiques non anti-communistes, ce qui n'est d'ailleurs pas facile dans un contexte où le régime cubain écrase la population au nom du communisme et de la révolution. Tous les mots sont dès lors difficiles à manier. Nous avons publié les interviews, disons de sociaux-démocrates de base, qui nous semblaient les plus intéressantes. Nous avons aussi rencontré des dirigeants de la CONIC (Confédération ouvrière nationale indépendante de Cuba), seul syndicat national d'opposition dont le dirigeant Pedro Pablo Alvarez et d'autres sont en prison depuis la vague d'arrestations de 2005. Mais l'interview n'a pas permis de trouver

le point de vue ouvrier qu'on était venu chercher.

Et pourquoi pas du côté de la CTC, le syndicat officiel ? Parce qu'on n'avait pas envie d'entendre et risquer de cautionner le discours officiel si loin de la dure réalité que vivent les travailleurs.

Donc, on a fait ce qu'on a pu. Nous ignorons s'il existe une opposition révolutionnaire structurée, mais dans tous les cas, on ne peut pas la découvrir par hasard et ses conditions d'existence et d'affirmation doivent être terriblement difficiles.

QUELLE EST L'IMPORTANCE DE L'EMBARGO SUR L'ÉCHEC DE L'ÉCONOMIE ET SUR LA PÉNURIE DE MÉDICAMENTS ? Il n'y a plus depuis plus de dix ans d'embargo sur les médicaments, ni sur les produits alimentaires. Et il est connu que la plupart des denrées que consomment les touristes sont importées. Il y a eu, en 2002, un salon des industries agro-alimentaires américaines, ouvert en grande pompe par Fidel Castro...

L'embargo, aussi injuste qu'il soit, existe sur le reste, et continue d'être allègrement contourné (par le Canada, le Mexique, le Venezuela, l'Union européenne...). Quel est son impact réel sur les difficultés économiques ? Difficile à évaluer vraiment. Cela a surtout été dénoncé à Cuba comme un argument politique dont se sert le régime (avec succès) pour obtenir des conditions de marché avantageuses. L'interview dans la brochure rappelle que, de toutes façons, cela ne peut expliquer les échecs de la politique économique, dont les causes sont à rechercher dans cette politique elle-même.

LA LUTTE DE CLASSE DES TRAVAILLEURS CONTRE LE RÉGIME N'APPARAÎT PAS DANS LA BROCHURE ? POURQUOI LE RÉGIME DE CASTRO N'EST-IL PAS TOMBÉ, S'IL EST SI ANTI-POPULAIRE ? A part le *maleconazo*, manifestation spontanée anti-régime en 1994 qui est mentionnée dans la brochure, nous n'avons pas d'échos de résistance collective organisée. Ce que l'on peut voir, c'est l'ampleur de la répression de toute expression divergente de la ligne officielle. On connaît, par internet, quelques faits de grèves ou de contestation pour des salaires impayés ou pour des mesures réprimées. On perçoit que la population est lasse des privations et des interdictions.

Pourquoi ne se révolte-t-elle pas ? Cette question est au cœur de la compréhension de ce qu'est le régime cubain, qui n'est pas un régime bourgeois comme un autre. On nous a dit que 20% de la population soutient effectivement le régime. Mais il y a une énorme majorité qui craint à la fois la répression et un changement

de régime qui remettrait en selle les capitalistes américains et risquerait d'entraîner expulsions du logement, du travail et augmentation du coût de la vie. Le fond paraît être là : le régime est discrédité, mais ce qui pourrait le remplacer fait encore plus peur ! D'où les efforts d'une partie de l'opposition pour que les gens vainquent cette peur et osent prendre leurs affaires en main. Les Cubains ne sont évidemment pas plus peureux que les autres, mais nous ne savons pas quelles formes – à part le trafic, la corruption et autres formes de survie individuelle – prend leur révolte.

A la fois, nous ne prétendons pas tout savoir de Cuba et sommes friands de dialogues et de confrontations, à la fois nous avons une compréhension de ce qui s'y passe que nous sommes prêts à débattre, mais aussi à défendre. Nous espérons que ces quelques réponses aideront votre réflexion et vous ferons partager notre positionnement sur le socialisme et sur Cuba...

R F

* Voir Partisan N°57, janvier 91 et N° 62, juin 91

Palestine libre !

Nour, mon chéri...

Pardonne-moi mon fils de l'avoir mis au monde en prison. Ce n'est pas de tout ma faute, ce sont nos bourreaux qui en ont décidé ainsi. Tu as atteint l'âge de deux ans et tu peux sortir. Tu vas pouvoir connaître d'autres enfants de ton âge et jouer avec eux. C'est important, tu sais. C'est l'une des raisons pour laquelle je suis en prison. Nos bourreaux ne veulent pas que nous ressemblions à tous les gens, à tous les autres peuples. Je veux, par mon combat, prouver le contraire. [...] Je veux que tu apprennes notre langue, la culture et les sciences. Je veux que tu apprennes les lois de la nature et qu'en retour, pourquoi pas, les maîtriser et t'en servir pour bâtir un monde meilleur, pour tous les gens et pour tous les peuples. [...] Je veux que tu apprennes le bonheur. [...] Sauf que toi, tu m'as vu souvent pleurer. Pardonne-moi mon chéri. C'est l'humiliation subie. Ils m'ont mise nue devant toi. Ils m'ont insultée. Ils m'ont craché dessus. Ils m'ont menottée. Ils m'ont torturée. Ils m'ont battue. Pardonne-moi, car ces scènes, malgré ton jeune âge, ont dû te faire mal. Ils m'accusent de terrorisme, mais ce n'est pas vrai. Je suis une résistante cont-

re l'occupation. Ils inversent les rôles car ils ont la force de le faire. Ils ont même inventé une justice pour eux et contre nous. Mais cela ne peut durer. Dehors, tu verras, nous sommes de plus en plus nombreux. Dans quelques années, tu feras partie d'une bande qui lancera des pierres sur leurs soldats. Tu auras raison. Je te demande cependant d'être prudent et de ne pas trop t'exposer. Il arrive qu'ils tirent à balles réelles et qu'ils en tuent un, deux, trois... Il faut essayer de vivre le plus longtemps. Dehors, tu verras, ils ont construit un mur. Nous l'appelons le «mur d'apartheid». L'apartheid c'est quand on sépare des hommes d'autres hommes. Certains prétendant être supérieurs aux autres. Ils disent être le «peuple élu» par Dieu, que nous sommes des vers de terre et des cafards, qu'il faut nous écraser. Ils mentent bien sûr. Nous sommes des êtres humains dignes et nous avons toute notre place dans la société des hommes. Nous appartenons à la civilisation universelle. Nous avons notre culture, riche de valeurs dont tu dois être fier. [...] Tu apprendras la liberté [...] Au printemps, les arbres fleurissent quand les fruits sont en gestation. Les orangers, les amandiers, les citronniers, les oliviers, tous sont des arb-

res de chez nous. Nous sommes un peuple travailleur et notre terre est généreuse. Dehors, tu verras, ils ont établi des barreaux routiers pour nous empêcher de circuler, de nous déplacer, de voyager. Ils font tout pour nous obliger à ne plus aimer la vie. Alors vois-tu, il faut résister. Aujourd'hui, tu as deux ans... tu vas pouvoir donc sortir. Tu as la santé fragile, à cause du mauvais lait que je t'ai donné. Pardonne-moi. Mais très vite tu vas récupérer et devenir un enfant fort et épanoui, à cause de la solidarité des autres. Dehors, tu verras, tu as une grande famille, et nous avons de nombreux amis dans les pays du monde entier. Il suffira de dire «je suis Nour, l'enfant né en prison, d'une mère résistante.» Dehors, tu verras, la Palestine... J'entends la clé tourner dans la serrure. C'est pour toi. Ils viennent te chercher. Les deux gardiennes sont debout dans l'encadrement de la porte. «Approche, putain» crie l'une d'elle. L'autre lui arrache l'enfant des bras. Elle a juste le temps de lui chuchoter à l'oreille : «Nour mon chéri, je t'aime.»

Palestine occupée, prison de Telmond
Lundi 10 octobre 2005

Version complète de ce texte d'Al Faraby sur le site : www.aloufok.net

À COMMANDER À NOTRE BP

CUBA : LA REVOLUTION EST BIEN LOIN...

AU SOMMAIRE :
—CUBA N'EST PAS UN PARADIS TROPICAL POUR LES OUVRIERS (ARTICLE REPRIS DE PARTISAN JUIN 2005, ENRICHI ET REMANIÉ)—INTERVIEW DE Z., OPPOSANT PRO-FESSEUR D'ESPAGNOL—INTERVIEW DE RAUL RIVERO, POÈTE ET JOURNALISTE D'OPPOSITION



La révolution est bien loin...

Une brochure Partisan 2,50 euros

À COMMANDER
À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte
anti-impérialiste
et la question
nationale
aujourd'hui

1.50

Une brochure
Partisan
1.5
euro

PARMI LES GRAPULERIES DE L'ÉTÉ DU GOUVERNEMENT...

La remise en cause de l'AME

Comme d'habitude, le gouvernement a profité de la période des congés pour faire passer une mesure gravissime : elle a pratiquement remis en cause l'Aide Médicale d'État (AME). Et le fait est que cette attaque est passée presque totalement inaperçue, les syndicats s'étant montrés particulièrement discrets à ce propos.

Oh bien sûr ils ne la suppriment pas ; mais ils en rendent les conditions d'accès si difficiles qu'ils la rendent quasiment impossible à obtenir. L'aide médicale d'État est théoriquement réservée aux étrangers en situation irrégulière. Pour les autres,

il y a la CMU ; qui, entre parenthèses, est elle aussi remise en cause de fait par le refus de nombreux médecins, dentistes et autres, de l'accepter. L'AME est donc destinée aux sans-papiers. Or, que leur demande-t-on pour l'obtenir ?

● De justifier de 3 mois au moins de présence en France, alors que le propre de la situation d'un sans-papier, c'est justement de ne pas avoir de justificatifs.

● De justifier de revenus, alors que par définition, un sans-papier ne peut pas en avoir, en tout cas pas de façon légale.

● De déclarer non seulement ses ressources, mais de prendre aussi en compte les avantages en nature que représentent

par exemple l'occupation d'un logement à titre gratuit ; l'attribution de l'AME étant soumise à un plafond de ressources.

● De donner les coordonnées de la personne ou de l'organisme qui l'héberge ; alors que la loi punit de plus en plus lourdement les personnes qui hébergent ou qui aident un sans-papier.

● De produire une photo d'identité, afin d'empêcher l'utilisation du droit à l'AME par une autre personne que le bénéficiaire, alors qu'on sait bien que dans certains cas d'urgence, c'était le seul moyen de pouvoir obtenir des soins pour des personnes en situation irrégulière.

C'est de la folie ! D'abord vis à vis des personnes concernées, qui avaient déjà beaucoup de mal à se faire soigner et qui seront amenées à y renoncer complètement, ce qui a déjà causé par exemple la mort d'enfants qui arrivaient trop tard aux urgences de l'hôpital... Mais aussi pour l'ensemble de la population ; car cela favorise évidemment le développement de maladies dont on était pratiquement venu à bout et qui ressurgissent parce

qu'une partie de plus en plus importante de la population n'a plus accès aux soins.

Mais qu'est-ce qui peut bien motiver une politique aussi aveugle et criminelle ?

Dans ce cas précis, il y a sans doute une volonté politique électorale de donner des gages à la population d'extrême droite que certains voudraient bien récupérer en vue des prochaines échéances.

D'autres attaques actuelles vont dans le même sens : les expulsions médiatisées de logements par exemple.

Mais plus généralement, cela relève de la volonté et de la nécessité pour la bourgeoisie de fragiliser et de diviser toujours un peu plus les prolétaires. Tout leur est bon pour faire pression sur la classe ouvrière affaiblie par la trahison des partis politiques et des directions syndicales.

Ils le font d'autant plus facilement qu'ils ne rencontrent pas grand chose devant eux pour les arrêter.

Et ils continueront à avancer tant que nous n'aurons pas reconstruit une force capable de la faire. **Militant VP**

MAROC

COMMUNIQUÉ DE «LA VOIE DÉMOCRATIQUE»

- Nous refusons que notre pays soit converti en État mercenaire
- Nous dénonçons la mort de 12 subsahariens, récemment déportés du nord du Maroc vers le désert de Bechar

C'est le 27 février 2004 que l'État marocain a accepté de rapatrier tous les immigrés subsahariens et autres nationalités qui auraient transité depuis douze ans par le Maroc et interceptés par l'Espagne.

Le gouvernement marocain accepte cette sale besogne et reconduit les personnes rapatriées, non pas chacune vers son pays, mais il les déporte vers les frontières des pays limitrophes, faisant fi des conventions internationales en matière d'immigration et du droit humanitaire international.

Ce comportement illégal, «en matière de reconduite à la frontière» se poursuit depuis 2002, sans aucune réaction des partis au gouvernement ou de l'opposition parlementaire. C'est d'ailleurs ce qui encourage le gouvernement espagnol à toujours demander plus !

Suite aux événements tragiques de Ceuta et Melilla, qui ont fait au moins huit morts et plusieurs blessés à la fin septembre 2005, le Maroc a dépêché plusieurs centaines de soldats pour contribuer, aux côtés des soldats espagnols, à la surveillance du mur de la honte qui sépare Ceuta et Melilla du reste du territoire marocain. Aussi, des centaines d'immigrés subsahariens ont été arrêtés au Nord du Maroc et certains parmi eux sont reconduits au désert de Bechar où une goutte d'eau coûte de l'or. Il s'en est suivi d'après les informations en notre possession le 5 octobre 2005, 12 morts par la maladie et par la soif.

Nous dénonçons ce comportement inhumain qui ne sert pas les intérêts de notre peuple. Les subsahariens, en déportation, transitent par le Maroc depuis 2003 et aucun incident n'a été enregistré, sauf que certains médias (qui ne sont que la voix de leur maître) se sont mis dernièrement à semer la crainte et la xénophobie pour préparer l'opinion publique au pire.

Nos frères immigrés africains ne sont ni des criminels ni des

terroristes, l'impérialisme européen n'a peur que de leur espoir et de leur combat pour survivre. Leurs ancêtres ont été asservis par le colonialisme européen, leurs richesses ont été spoliées et leur environnement détruit par les transnationales, leur dignité est bafouée par les dictatures mises en place par ce même impérialisme. Ce qui reste aux immigrés clandestins subsahariens, comme d'ailleurs pour les marocains, c'est d'aller (en clandestinité !) vendre leur force de travail dans les pires conditions juste pour survivre. Que veut donc le gouvernement marocain en faisant le gendarme de l'Union Européenne ? Il sait très bien que les déportations ne feront qu'engendrer la haine des peuples africains à l'encontre de notre peuple.

Au lieu que le pouvoir saisisse l'occasion pour exiger la négociation sur l'avenir de Ceuta et Melilla et les îlots occupés, il laisse le commissaire européen à la justice et la sécurité insulter notre intelligence. L'Europe, terre d'asile et des droits de l'Homme, propose 40 millions d'euros au gouvernement marocain pour surveiller les frontières que nous avons toujours contestées. L'Europe veut faire du Maroc un État mercenaire !

Mieux encore, le commissaire européen veut faire du Maroc un preneur d'otages. Il veut que le gouvernement marocain reprenne, d'après lui, «les clandestins qui auraient illégalement pénétré sur le sol espagnol à partir du territoire du Maroc».

Face à cette escalade dangereuse de la part de la Commission Européenne qui veut faire de notre pays le gendarme de l'Europe, pour surveiller les déplacements des populations, en Afrique du Nord et de l'Ouest, nous appelons tous les démocrates sincères au Maroc, au Maghreb et en Europe à manifester leur indignation face à cette machine infernale de la répression financée par l'Union Européenne et exécutée par le pouvoir marocain.

Le Secrétariat national de la Voie Démocratique
Rabat, 5 octobre 2005

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Prolétarienne—BP 48—93802 Épinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 198

ÉDITO : AVOIR LE SENS DE L'ORIENTATION	2
SNCG : LEÇONS D'UNE GRÈVE	3
LE LOGEMENT DES TRAVAILLEURS	4
ALLEMAGNE : DÉSASTRE ÉLECTORAL	5
SPECIAL COMMUNE DE PARIS (1871)	6-7
SYNDICATS: CONGRÈS UD-CGT	8
AMIANTE : «UN CRIME SOCIAL»	9
LIBÉREZ ANGELO !	10
CUBA / PALESTINE	11

Passation du numéro 199 vers fin novembre. Date limite pour envoyer vos articles : 20 novembre

APPEL AUX LECTEURS

DIFFUSEZ PARTISAN AUTOUR DE VOUS !

- Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens numéros)
- Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2348) ;
- Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement.

ABONNEZ-VOUS ! FAITES ABONNER AUTOUR DE VOUS !

- Construisons ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;
- Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal... et ne vous impatientez pas pour la publication ;
- Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)

★ AGENDA

SOUTIEN À JEAN-CLAUDE LENOIR ET CHARLES FRAMMEZELLE.

Tous à la Cour d'Appel de Douai le 27 octobre ! En s'opposant en 2003 à une rafle massive de migrants, ces deux membres du Collectif C'SUR de Calais qui apporte une aide humanitaire et un soutien aux migrants et aux demandeurs d'asile, ont été injustement mis en examen pour outrage à agents.

GARAVANE DE LA DIGNITÉ

Marche à Paris «contre les barbelés de l'injustice de l'Union Européenne» et «contre les expulsions meurtrières en France». L'initiative a débuté au Mali, recueillant les témoignages des refoulés, elle arrive à Paris en novembre.

CONCERT DE SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS

6 novembre à 17 H au CICP : Centre international de Culture Populaire. 21 ter rue Voltaire, métro Nation. Paf : 5 euros

BARRICADE, UNE PIÈCE SUR LA COMMUNE

La compagnie Jolie Môme présente Barricade au cabaret «La Belle Étoile», 14 allée Saint-Just, à Saint-Denis. (Voir en page 6 de ce journal). Du 3 au 27 novembre 2005, les jeudi, vendredi et samedi à 20h30 et le dimanche à 17h. Relâche le 25/11. Réservations au 01 49 98 39 20

LES FUSILS DE LA MÈRE CARRAR, DE BRECHT

Au Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis
Du 2 au 27 novembre. Réservation au 01 48 13 70 00. Cette pièce a été écrite pour répondre à la politique de non-intervention défendue par les démocraties occidentales vis-à-vis de la révolution espagnole en 1936.